

Ju. 4868



UNIVERSITEITSBIBLIOTHEEK GENT



900000168723

ORDONNANCES

DE

LOUIS XIV.

ROY DE FRANCE

ET DE NAVARRE.

*Données à Saint Germain en Laye au
mois de Mars 1673.*



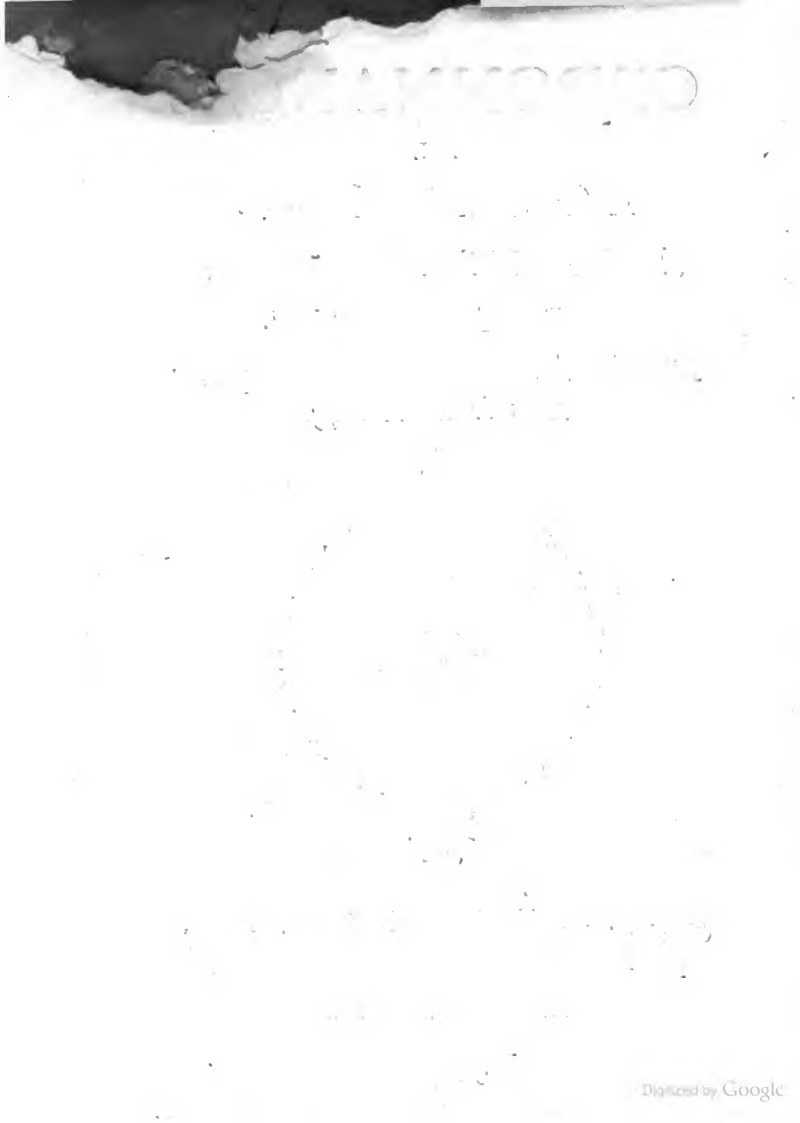
A PARIS;

Chez les Associez choisis par ordre de sa MAJESTÉ
pour l'impression de ses Nouvelles Ordonnances.

M. D C. LXXIII.



73





T A B L E
D E S T I T R E S,
E T
D E S F O R M U L E S.

REGLEMENT pour le Commerce des Negotians & Marchands, tant en gros qu'en détail. page 1

TITRE I. Des Apprentifs, Negotians, & Marchands, tant en gros qu'en détail. 3

II. Des Agens de Banque & Courtiers. 8

III. Des Livres & Registres des Negotians, Marchands,

à ij

	<i>& Banquiers.</i>	10
IV.	<i>Des Societez.</i>	14
V.	<i>Des Lettres & Billets de Change , & Promesses d'en fournir.</i>	19
VI.	<i>Des Interests du Change & Rechange.</i>	30
VII.	<i>Des Contraintes par corps.</i>	34
VIII.	<i>Des Separations de biens.</i>	36
IX.	<i>Des Défenses & Lettres de Répy.</i>	38
X.	<i>Des Cessions de biens.</i>	41
XI.	<i>Des Faillites & Banqueroutes.</i>	42
XII.	<i>De la Jurisdiction des Consuls.</i>	47
	<i>Reglement pour les Epices & Vacations des Commissaires , & autres frais de Iustice.</i>	57
	<i>Des Epices & Consignations des</i>	

<i>Commissaires, & autres droits,</i>	
<i>& frais de Justice.</i>	58
<i>Etablissement des Greffes d'Enregist-</i>	
<i>rement des Oppositions, pour</i>	
<i>conserver la préférence aux Hy-</i>	
<i>poteques.</i>	73
<i>Formules des Actes des Enregistre-</i>	
<i>mens des Hypoteques.</i>	105
<i>Pour le Procez Verbal du Paraphe.</i>	
<i>là mesme.</i>	
<i>Pour la Verification des feuillets du</i>	
<i>Registre.</i>	106
<i>Pour les Actes d'Opposition.</i>	là
<i>mesme.</i>	
<i>Pour le Changement de domicile.</i>	107
<i>Pour l'Opposition en sous-ordre.</i>	là
<i>mesme.</i>	
<i>Pour la Signification des Contrac̃ts</i>	
<i>d'Acquisition.</i>	108
<i>Pour l'Enregistrement de l'Exploit.</i>	

*cy-dessus à la marge des Opposi-
tions.* 109

*Pour la Signification des Saisies réel-
les; avant le Congé d'adjuger la
mesme.*

Pour les Appropriances de Bretagne.
110

*Pour les Significations faites pour
raison des Decrets , & des Ap-
propriances.* 111

*Forme de l'Enregistrement des Edits
& Lettres Patentes , concernant
les affaires du Roy dans les Com-
pagnies.* 113

PRIVILEGE DU ROY.

LOUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre: A nos amez & feaux Confeillers les Gens tenans nos Cours de Parlement, Maîtres des Requestes ordinaires de nostre Hostel, Grand Conseil, Baillifs, Senéchaux, Prievoits, & tous autres nos Officiers & Justiciers qu'il appartiendra, Salut. Le soin que Nous avons pris de reformer toutes les parties de la Justice en nostre Royaume, par les Nouvelles Ordonnances que Nous avons faites, demeureroit imparfait & privé d'une partie des fruits que Nous en attendons, si Nous n'apportions aucune précaution pour empêcher les mauvaises éditions, peu correctes, mal à propos abrégées ou amplifiées, qu'on pourroit faire de cet Ouvrage, aussitôt qu'il aura paru au jour. A quoy on a toujours estimé si nécessaire de pourvoir en pareil cas, que celui des Empereurs Chrétiens, que Nous nous sommes proposés d'imiter dans ce travail, & qui s'est acquis une gloire si longue & si durable pour avoir réduit la Jurisprudence Romaine en un corps, n'a pas manqué de régler, & de repeter mesme jusques à quatre ou cinq fois, en diverses Constitutions au devant du Digeste & du Code, la maniere exacte dont il entendoit que toutes les copies fussent écrites, avec de tres-expreses & tres-severes défenses de les écrire autrement. Mais aujourd'huy que l'usage de l'impression Nous donne plus de facilité à éviter de semblables inconveniens, Nous avons creu que sans descendre en un plus grand détail, il suffiroit qu'une seule personne nous répondist durant un fort grand nombre d'années de toutes les éditions qui se feront du Recueil de nos Ordonnances, recevant nos ordres particuliers pour cet effet, sur les avis que Nous peuvent donner nos principaux Officiers, & ceux mesme que Nous avons employez à la conduite d'un si grand dessein. C'est pourquoi Nous aurions cy-devant commis à cet effet Claude Preudhomme l'un de nos Valets de Chambre; mais ayant considéré depuis, qu'il estoit nécessaire d'y commettre quelque Personne d'autorité & de considération, à la fidélité & intelligence duquel Nous pussions prendre une entiere confiance: A ces causes, Nous aurions ordonné à nostre tres cher & bien amé Cousin FRANÇOIS D'AUBUSSON, Pair de France, Duc de Roanez, Marquis de Boyffy, Comte de la Feuillade, & nostre Lieutenant General dans nos Camps & Armées, d'en prendre le soin; & pour cet effet avons révoqué & revoquons par ces Presentes signées de nostre main, le Privilege cy-devant accordé audit Preudhomme par nos Lettres données à Saint Germain en Laye le dix-huictième jour de Decembre 1666. & avons permis & permettons par ces mesmes Presentes à nostredit Cousin Duc de Roanez, de faire imprimer par tout nostre Royaume, Pais, Terres, & Seigneuries de nostre obeissance, en telle marge & tels caractères, & autant de fois qu'il sera à propos, par tels Imprimeurs ou Libraires qu'il aura choisis, *La Corps & Compilation de nosltes Ordonnances nouvelles*, soit en un seul ou plusieurs Volumes, & par matieres & traites separés, sous le Titre des *Ordonnances de Louis XIV. Roy de France & de Navarre*, & ce durant le temps & espace de cinquante années, à compter du jour qu'elles seront achevées d'imprimer pour la premiere fois: faisant tres-expreses défenses à toutes personnes, de quelque qualité & condition qu'elles soient, autres que celles qu'il aura choisies, de faire imprimer, vendre ni debiter en aucun endroit de ce Royaume, ledit Ouvrage, sous quelque pretexte que ce soit; & à toutes personnes d'en acheter, sans que la planche en taille douce que nostre

dit Cousin Duc de Roanez a fait graver par le nommé Mellan, y soit apposée, ni sans estre signé au bas de la dernière page par le Libraire qui l'aura vendu; mesme d'en apporter ni garder aucun exemplaire de ceux qui pourroient avoir esté contrefaits aux Pais étrangers, à peine de vingt mille livres d'amende, payable sans déport, par chacun des contrevenans, applicable un tiers à l'Hôtel Dieu de nostre bonne Ville de Paris, un tiers à nostre-dit Cousin Duc de Roanez, & un tiers au dénonciateur; confiscation des exemplaires, de tous despens, dommages & interêts, & d'autre punition arbitraire s'il y échet, selon la qualité des contraventions. A condition que dudit Ouvrage il sera mis deux exemplaires en nostre Bibliothèque publique, & un en celle servant à nostre Personne, en nostre Château du Louvre, au lieu appelé le Cabinet des Livres, & un en celle de nostre cher & feal Chancelier de France le Sieur Seguier, avant que d'en exposer aucuns en vente, à peine de nullité des Presentes. Du contenu desquelles Nous vous mandons que vous fassiez jouir pleinement & paisiblement nostredit Cousin Duc de Roanez, & ceux qui auront droit de luy, sans permettre qu'il luy soit fait aucun trouble ni empeschement. Voulons qu'en mettant au commencement ou à la fin du Livre, copie ou extrait des Presentes, elles soient teneues bien & deüement significées, & que foy soit ajoutée aux copies d'icelles collationnées par l'un de nosamez & feaux Conseillers & Secretaires, comme à l'Original. Et afin que pendant que nostredit Cousin Duc de Roanez fait travailler ausdites impressions, ni après qu'elles seront achevées, personne ne présume sous pretexte d'ignorance d'en vendre ou acheter des exemplaires contre-faits: Voulons & entendons que copies de ces mesmes Presentes collationnées comme dessus, soient envoyées & registrées en tous les Sieges Presidiaux, Balliages, & Senéchaussées de nostre Royaume, à la diligence de nos Procureurs Generaux, auxquels Nous enjoignons de le faire, à peine d'en répondre en leurs propres & privez noms. Mandons au premier Huissier ou Sergent sur ce requis, de faire pour l'exécution des Presentes tous Actes nécessaires, sans demander aucune permission. CAR tel est nostre plaisir. Nonobstant oppositions ou appellations quelconques; & sans préjudice d'icelles, dont si aucunes interviennent, Nous nous reservons la connoissance & à nostre Conseil, l'interdisant à toutes nos Cours & Juges: Nonobstant aussi clameur de Haro, Chartre Normande, & autres Lettres à ce contraires. Donné à Saint Germain en Laye le quinziesme jour de May, l'an de grace mil six cens soixante sept; & de nostre reigne le vingt-quatrième. Signé, LOUIS, Et plus bas, Par le Roy, Dⁿ GUENEGAUD, & scellé du grand sceau de cire jaune.

Registre sur le Livre de la Communauté des Libraires & Imprimeurs de Paris, le 25^e Jun 1667 suivant l'Arrest du Parlement du 8. Avril. 1653 & celui du Conseil Privé du Roy du 27. Fevrier 1665. Signé, S. P I G E T, Syndic.

Monseigneur le Duc de Roanez a cédé ledit Privilege à Thomas Jolly & Denys Thierry, Libraires & Imprimeurs à Paris, pour la jouissance d'un tiers, avec pouvoir d'y associer qui bon leur semblera, suivant le Contrat du 10. Janvier 1667 fait entre ledit Seigneur & lesdits Jolly & Thierry, & l'acte du 21. May de la mesme année; le tout passé pardevant Notaires au Chastelet de Paris.

Lesdits Jolly & Thierry ont associé au tiers dudit Privilege R. Ballard, les Veuves Denys Thierry, Marten, Piget & la Coste, G. de Luynes, J. du Puis, C. Barbin, E. Loyson, R. Guignard & P. Auboin.

EDIT



EDIT DU ROY,

SERVANT DE REGLEMENT
pour le Commerce des Nego-
cians & Marchands, tant en gros
qu'en détail.



LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU
ROY DE FRANCE ET DE NAVAR-
RE, A tous presens & à venir, SA-
LUT. Comme le Commerce est la
source de l'abondance publique &
de la richesse des particuliers, Nous avons depuis
plussieurs années appliqué nos soins pour le rendre

Par son Altesse Royale

florissant dans nostre Royaume. C'est ce qui Nous a porté premierement à eriger parmi nos sujets plusieurs Compagnies, par le moyen desquelles ils tirent presentement des païs les plus éloignez ce qu'ils n'avoient auparavant que par l'entremise des autres Nations. C'est ce qui Nous a engagé ensuite à faire construire & armer grand nombre de vaisseaux pour l'avancement de la navigation, & à employer la force de nos armes par mer & par terre pour en maintenir la seureté. Ces établissemens ayant eu tout le succès que Nous en attendions, Nous avons crû estre obligé de pourvoir à leur durée par des Reglemens capables d'asseurer parmi les Negocians la bonne foy contre la fraude, & de prevenir les obstacles qui les détournent de leur employ par la longueur des procès, & consomment en frais le plus liquide de ce qu'ils ont acquis. A CES CAUSES, de l'avis de nostre Conseil, & de nostre certaine science, pleine puissance & autorité Royale; Nous avons dit, déclaré, & ordonné, disons, déclarons, ordonnons & Nous plaist ce qui ensuit.

TITRE PREMIER.

*Des Apprentifs , Negocians , &
Marchands , tant en gros
qu'en détail.*

ARTICLE PREMIER.

ES lieux où il y a maistrise de Marchands , les Apprentifs Marchands seront tenus d'accomplir le temps porté par les Statuts : neantmoins les Enfans de Marchands seront reputez avoir fait leur apprentissage , lorsqu'ils auront demeuré actuellement en la maison de leur pere ou de leur mere , faisant profession de la mesme marchandise , jusques à dix-sept ans accomplis.

ARTICLE II.

CELUY qui aura fait son apprentissage , sera tenu de demeurer encore autant de temps chez son maistre , ou un autre Marchand de pareille profes-

A ij

4 *Des Apprentifs, Negocians, &c.*
tion; ce qui aura lieu pareillement à l'égard des
fils de Maîtres.

ARTICLE III.

AUCUN ne sera receu Marchand qu'il n'ait
vingt ans accomplis, & ne rapporte le brevet &
les certificats d'apprentissage & du service fait de-
puis. Et en cas que le contenu és certificats ne
fust veritable, l'Aspirant sera déchu de la maistrise;
le Maître d'apprentissage qui aura donné son
certificat, condamné en cinq cens livres d'amende,
& les autres Certificateurs chacun en trois
cens livres.

ARTICLE IV.

L'ASPIRANT à la Maistrise sera interrogé
sur les Livres & Registres à partie double & à
partie simple, sur les Lettres & Billets de Chan-
ge, sur les Regles d'Arithmetique, sur la partie
de l'Aune, sur la Livre & poids de Marc, sur les
Mesures & les qualitez de la Marchandise, autant
qu'il conviendra pour le Commerce dont il en-
tend se mesler.

ARTICLE V.

D E F E N D O N S aux particuliers & aux Communautéz de prendre ni recevoir des Aspirans aucuns presens pour leur reception, ni autres droits que ceux qui sont portez par les Statuts, sous quelque pretexte que ce puisse estre, à peine d'amende, qui ne pourra estre moindre de cent livres. Défendons aussi à l'Aspirant de faire aucun festin, à peine de nullité de sa reception.

ARTICLE VI.

Tous Negocians & Marchands en gros ou en détail; comme aussi les Banquiers, seront reputez majeurs pour le fait de leur Commerce & Banque, sans qu'ils puissent estre restituez sous pretexte de minorité.

ARTICLE VII.

L E S Marchands en gros & en détail, & les Maçons, Charpentiers, Couvreur, Serruriers, Vitriers, Plombiers, Paveurs, & autres de pareille

A iij

6 *Des Apprentifs , Negocians , &c.*
qualité, feront tenus de demander payement dans
l'an après la délivrance.

ARTICLE VIII.

L'ACTION sera intentée dans fix mois pour
marchandises & denrées vendues en détail par
Boulangers, Pastissiers, Bouchers, Rôtisseurs, Cui-
finiers, Coûturiers, Passémentiers, Selliers, Bour-
reliers , & autres semblables.

ARTICLE IX.

VOULONS le contenu és deux Articles cy-
dessus avoir lieu, encore qu'il y eust eu continua-
tion de fourniture ou d'ouvrage ; si ce n'est qu'a-
vant l'année ou les fix mois, il y eust un compte
arresté , sommation ou interpellation judiciaire,
cedule , obligation , ou contract.

ARTICLE X.

POURRONT neantmoins les Marchands &
Ouvriers déferer le serment à ceux ausquels la
fourniture aura esté faite , les assigner , & les faire
interroger. Et à l'égard des Veuves , Tuteurs de

Des Apprentifs ; Negocians , &c. 7.
leurs enfans , Heritiers & ayans cause , leur faire
declarer s'ils ſçavent que la choſe eſt deuë , encore
que l'année ou les ſix mois ſoient expirez.

ARTICLE XI.

Tous Negocians & Marchands , tant en gros
qu'en détail , auront chacun à leur égard des au-
nes ferrées par les deux bouts & marquées , ou
des poids & meſures étalonnées. Leur défen-
dons de s'en ſervir d'autres , à peine de faux , & de
cent cinquante livres d'amende.





TITRE SECOND.

Des Agens de Banque, & Courtiers.

ARTICLE I.

DEFENDONS aux Agens de Banque & de Change, de faire le Change ou tenir Banque pour leur compte particulier, sous leur nom ou sous des noms interposez, directement ou indirectement, à peine de privation de leurs charges, & de quinze cens livres d'amende.

ARTICLE II.

N^e pourront aussi les Courtiers de Marchandise en faire aucun trafic pour leur compte, ni tenir quaiſſe chez eux, ou signer des Lettres de Change par aval. Pourront neantmoins certifier que la signature des Lettres de Change est veritable.

ARTICLE

ARTICLE III.

Ceux qui auront obtenu des Lettres de repy ,
fait Contract d'atermoiemment , ou fait faillite , ne
pourront estre Agens de Change ou de Banque ,
ou Courtiers de Marchandise.





TITRE III.

*Des Livres & Registres des Nego-
cians , Marchands , &
Banquiers.*

ARTICLE I.

L Es Negocians & Marchands tant en gros qu'en détail auront un Livre qui contiendra tout leur Negoce, leurs Lettres de Change, leurs debtes actives & passives; & les deniers employez à la dépense de leur maison.

ARTICLE II.

L ES Agens de Change & de Banque tiendront un Livre journal, dans lequel seront inferées toutes les parties par eux negociées, pour y avoir recours en cas de contestation.

ARTICLE III.

LES Livres des Negocians & Marchands tant en gros qu'en détail, seront signez sur le premier & dernier feüillet, par l'un des Consuls dans les Villes où il y a juridiction Consulaire; & dans les autres, par le Maire ou l'un des Echevins, sans frais ni droitz, & les feüillets paraphez & cotez par premier & dernier, de la main de ceux qui auront esté commis par les Consuls ou Maire & Echevins, dont sera fait mention au premier feüillet.

ARTICLE IV.

LES Livres des Agens de Change & de Banque seront cotez, signez & paraphez par l'un des Consuls sur chaque feüillet, & mention sera faite dans le premier, du nom de l'Agent de Change ou de Banque, de la qualité du Livre, s'il doit servir de Journal ou pour la quaiſſe; & si c'est le premier, second ou autre, dont sera fait mention sur le Registre du Greſſe de la Jurisdiction Consulaire, où de l'Hostel de Ville.

ARTICLE V.

Les Livres Journaux seront écrits d'une même suite par ordre de date sans aucun blanc, arrestez en chaque Chapitre & à la fin; & ne sera rien écrit aux marges.

ARTICLE VI.

Tous Negocians, Marchands & Agens de Change & de Banque, seront tenus dans six mois après la publication de nostre presente Ordonnance, de faire de nouveaux Livres Journaux & Registres, signez, cottez & paraphiez suivant qu'il est cy-dessus ordonné; dans lesquels ils pourront si bon leur semble porter les Extraits de leurs anciens Livres.

ARTICLE VII.

Tous Negocians & Marchands tant en gros qu'en detail, mettront en Liaisse les Lettres missives qu'ils recevront, & en Registre la Copie de celles qu'ils écriront.

ARTICLE VIII.

SERONT aussi tenus tous les Marchands de faire dans le mesme délay de six mois , inventaire sous leur sein de tous leurs effets mobiliers & immobiliers , & de leurs debtes actives & passives , lequel sera recollé & renouvelé de deux ans en deux ans.

ARTICLE IX.

LA representation ou communication des Livres Journaux , Registres , ou Inventaires , ne pourra estre requise ni ordonnée en Justice , sinon pour succession , communauté & partage de société en cas de faillite.

ARTICLE X.

Au cas neantmoins qu'un Negociant ou un Marchand voulust se servir de ses Livres Journaux , & Registres , ou que la partie offrist d'y ajouter foy , la representation pourra estre ordonnée pour en extraire ce qui concernera le différend.



TITRE IV.

Des Societez.

ARTICLE I.

TOUTE Société generale ou en commendite sera redigée par écrit ou pardevant Notaires, ou sous signature privée; & ne sera receuë aucune preuve par témoins, contre & outre le contenu en l'acte de société, ni sur ce qui seroit allegué avoir esté dit, avant, lors ou depuis l'acte, encore qu'il s'agist d'une somme ou valeur moindre de cent livres.

ARTICLE II.

L'EXTRAIT des Societez entre Marchands & Negocians, tant en gros qu'en détail, sera enregistré au Greffe de la Jurisdiction Consulaire, s'il y en a, sinon en celuy de l'Hôtel commun de la Ville; & s'il n'y en a point, au Greffe de nos Juges des lieux, ou de ceux des Seigneurs; & l'extrait

inferé dans un tableau exposé en lieu public ; le tout à peine de nullité des Actes & Contrac̃ts passez , tant entre les Associez qu'avec leurs Creanciers & ayans cause.

ARTICLE III.

AUCUN Extrait de Societé ne sera enregistré, s'il n'est signé ou des Associez, ou de ceux qui auront souffert la Societé, & ne contient les noms, surnoms, qualitez & demeure des Associez, & les clauses extraordinaires, s'il y en a, pour la signature des Actes, le temps auquel elle doit commencer & finir ; & ne sera réputée continuée, s'il n'y en a un acte par écrit, pareillement enregistré & affiché.

ARTICLE IV.

Tous Actes portant changemens d'Associez, nouvelles stipulations ou clauses pour la signature seront enregistréz & publiez, & n'auront lieu que du jour de la publication.

ARTICLE V.

N E sera pris par les Greffiers pour l'enregistre-

ment de la Societé & la transcription dans le tableau, que cinq fols; & pour chaque Extrait qu'il en delivrera, trois fols.

ARTICLE VI.

LES Societez n'auront effet à l'égard des Associez, leurs Veuves & Heritiers, Creanciers & ayans cause, que du jour qu'elles auront esté registrées & publiées au Greffe du domicile de tous les Contractans, & du lieu où ils auront magasin.

ARTICLE VII.

Tous Associez seront obligez solidairement aux debtes de la Societé, encore qu'il n'y en ait qu'un qui ait signé; au cas qu'il ait signé pour la compagnie & non autrement,

ARTICLE VIII.

LES Associez en commendite ne seront obligez que jusques à la concurrence de leur part.

ARTICLE

ARTICLE IX.

TOUTE Societé contiendra la clause de se soumettre aux Arbitres pour les contestations qui surviendront entre les Associez ; & encore que la clause fust omise , un des Associez en pourra nommer , ce que les autres seront tenus de faire : sinon en sera nommé par le Juge pour ceux qui en feront refus.

ARTICLE X.

VOULONS aussi qu'en cas de decés ou de longue absence d'un des Arbitres, les Associez en nomment d'autres : sinon il en sera pourveu par le Juge pour les refusans.

ARTICLE XI.

EN cas que les Arbitres soient partagez en opinions , ils pourront convenir de Surarbitre sans le consentement des parties ; & s'ils n'en conviennent , il en sera nommé un par le Juge.

ARTICLE XII.

LES Arbitres pourront juger sur les pieces & memoires qui leur seront remis, sans aucune formalité de Justice, nonobstant l'absence de quelqu'une des parties.

ARTICLE XIII.

LES Sentences arbitrales entre Associez pour Negoce, Marchandise ou Banque, seront homologuées en la Jurisdiction Consulaire, s'il y en a : sinon es Sieges ordinaires de nos Juges, ou de ceux des Seigneurs.

ARTICLE XIV.

TOUT ce que dessus aura lieu à l'égard des Veuves, Heritiers, & ayans cause des Associez.





TITRE CINQUIE'ME.

*Des Lettres & Billets de Change,
& promesses d'en fournir.*

ARTICLE I.

LES Lettres de Change contiendront sommairement le nom de ceux auxquels le contenu devra estre payé , le temps du payement , le nom de celuy qui en a donné la valeur ; & si elle a esté receüe en deniers , marchandise , ou autres effets.

ARTICLE II.

TOUTES Lettres de Change seront acceptées par écrit purement & simplement. Abrogeons l'usage de les accepter verbalement , ou par ces mots : *Veu sans accepter* ; ou , *Accepté pour répondre à temps* ; & toutes autres acceptations sous condition , lesquelles passeront pour refus : & pourront les Lettres estre protestées.

C ij

ARTICLE III.

EN cas de Protest de la Lettre de Change, elle pourra estre acquittée par tout autre que celui sur qui elle aura esté tirée ; & au moyen du payement il demeurera subrogé en tous les droits du porteur de la Lettre, quoy-qu'il n'en ait point de transport, subrogation, ni ordre.

ARTICLE IV.

LES porteurs de Lettres qui auront esté acceptées, ou dont le payement échet à jour certain, seront tenus de les faire payer, ou protester dans dix jours après celui de l'échéance.

ARTICLE V.

LES usances pour le payement des Lettres seront de trente jours, encore que les mois ayent plus ou moins de jours.

ARTICLE VI.

DANS les dix jours acquis pour le temps du Protest, seront compris ceux de l'échéance & du

Des Lettres & Billets de Change, &c. 21
Protest, des Dimanches, & des Fêtes, même
des solennelles.

ARTICLE VII.

N'ENTENDONS rien innover à nostre Règlement du second jour de Juin mil six cens loixante-sept pour les acceptations, les payemens & autres dispositions concernant le Commerce dans nostre ville de Lyon.

ARTICLE VIII.

LES Protests ne pourront estre faits que par deux Notaires, ou un Notaire & deux témoins, ou par un Huissier ou Sergent, même de la Justice Consulaire, avec deux Recors; & contiendront le nom & le domicile des Temoins, ou Recors.

ARTICLE IX.

DANS l'acte de Protest les Lettres de Change feront transcrites avec les ordres & les réponses, s'il y en a; & la copie du tout signée sera laissée à la partie, à peine de faux, & des dommages & interests.

22 *Des Lettres & Billets de Change, &c.*

ARTICLE X.

LE Protest ne pourra estre suppléé par aucun autre acte.

ARTICLE XI.

APRÈS le Protest celui qui aura accepté la Lettre, pourra estre poursuivi à la requeste de celui qui en sera le porteur.

ARTICLE XII.

LES porteurs pourront aussi par la permission du Juge saisir les effets de ceux qui auront tiré ou endossé les Lettres, encore qu'elles ayent esté acceptées ; mesme les effets de ceux sur lesquels elles auront esté tirées , en cas qu'ils les ayent acceptées.

ARTICLE XIII.

CEUX qui auront tiré ou endossé les Lettres, seront poursuivis en garantie dans la quinzaine, s'ils sont domiciliez dans la distance de dix lieues & au delà, à raison d'un jour pour cinq lieues ,

Des Lettres & Billets de Change, &c. 23
sans distinction du ressort des Parlemens ; sçavoir pour les personnes domiciliées dans nostre Royaume : Et hors iceluy les delais seront de deux mois pour les personnes domiciliées en Angleterre , Flandre , ou Hollande ; de trois mois pour l'Italie, l'Allemagne & les Cantons Suisses ; de quatre mois pour l'Espagne ; de six pour le Portugal , la Suede & le Dannemark.

ARTICLE XIV.

Les delais cy-dessus seront comptez du lendemain des Protests jusques au jour de l'action en garantie inclusivement , sans distinction de Dimanches & jours de Festes.

ARTICLE XV.

APRÈS les delais cy-dessus les porteurs des Lettres seront non-recevables dans leur action en garantie , & toute autre demande contre les tireurs & endosseurs.

ARTICLE XVI.

Les tireurs ou endosseurs des Lettres seront tenus de prouver en cas de denegation , que

24 *Des Lettres & Billets de Change, &c.*
ceux sur qui elles estoient tirées, leur estoient re-
devables, ou avoient provision au temps qu'elles
ont deu estre protestées; sinon ils seront tenus
de les garantir.

ARTICLE XVII.

Si depuis le temps réglé pour le Protest lesti-
reurs ou endosseurs ont reçu la valeur en argent
ou marchandise, par compte, compensation,
ou autrement, ils seront aussi tenus de la garantie.

ARTICLE XVIII.

La Lettre payable à un particulier, & non
au porteur, ou à ordre, étant adhirée, le paye-
ment en pourra estre poursuivi & fait en vertu
d'une seconde Lettre, sans donner caution, & fai-
sant mention que c'est une seconde Lettre, & que
la premiere ou autre precedente demeurera nulle.

ARTICLE XIX.

Au cas que la Lettre adhirée soit payable au
porteur, ou à ordre, le payement n'en sera fait que
par ordonnance du Juge, & en baillant caution
de garantir le payement qui en sera fait.

ARTICLE

ARTICLE XX.

LES cautions baillées pour l'évenement des Lettres de Change seront déchargées de plein droit, sans qu'il soit besoin d'aucun Jugement, procédure, ou sommation, s'il n'en est fait aucune demande pendant trois ans, à compter du jour des dernières poursuites.

ARTICLE XXI.

LES Lettres ou Billets de Change seront reputés acquittés après cinq ans de cessation de demande & poursuites, à compter du lendemain de l'échéance ou du Protest, ou de la dernière poursuite. Néanmoins les prétendus débiteurs seront tenus d'affirmer, s'ils en sont requis, qu'ils ne sont plus redevables; & leurs veuves, héritiers, ou ayans cause, qu'ils estiment de bonne foy qu'il n'est plus rien dû.

ARTICLE XXII.

Le contenu és deux Articles cy-dessus aura lieu à l'égard des mineurs & des absens.

D

ARTICLE XXIII.

Les signatures au dos des Lettres de Change ne serviront que d'endossement, & non d'ordre, s'il n'est daté, & ne contient le nom de celui qui a payé la valeur en argent, marchandise, ou autrement.

ARTICLE XXIV.

Les Lettres de Change endossées dans les formes prescrites par l'Article precedent, appartiendront à celui du nom duquel l'ordre sera rempli, sans qu'il ait besoin de transport, ni de signification.

ARTICLE XXV.

Au cas que l'endossement ne soit pas dans les formes cy-dessus, les Lettres seront réputées appartenir à celui qui les aura endossées; & pourront estre saisies par ses creanciers, & compensées par ses redevables.

ARTICLE XXVI.

DÉFENDONS d'antidater les ordres, à peine de faux.

ARTICLE XXVII.

AUCUN Billet ne sera réputé Billet de Change, si ce n'est pour Lettres de Change qui auront esté fournies, ou qui le devront estre.

ARTICLE XXVIII.

LES Billets pour Lettres de Change fournies feront mention de celui sur qui elles auront esté tirées, qui en aura payé la valeur, & si le payement a esté fait en deniers, marchandise, ou autres effets, à peine de nullité.

ARTICLE XXIX.

LES Billets pour Lettres de Change à fournir feront mention du lieu où elles seront tirées, & si la valeur en a esté receüe, & de quelles personnes, aussi à peine de nullité.

ARTICLE XXX.

LES Billets de Change payables à un particulier y nommé, ne seront reputés appartenir à autre, encore qu'il y eust un transport signifié, s'ils ne sont payables au porteur, ou à ordre.

ARTICLE XXXI.

LE porteur d'un Billet négocié sera tenu de faire ses diligences contre le débiteur dans dix jours, s'il est pour valeur reçue en deniers, ou en Lettres de Change qui auront été fournies, ou qui le devront être; & dans trois mois, s'il est pour marchandise, ou autres effets. Et seront les délais comptés du lendemain de l'échéance, iceluy compris.

ARTICLE XXXII.

A faute du paiement du contenu dans un Billet de Change, le porteur fera signifier ses diligences à celui qui aura signé le Billet ou l'ordre; & l'assignation en garantie sera donnée dans les délais cy-dessus prescrits pour les Lettres de Change.

ARTICLE XXXIII.

C E U X qui auront mis leur aval sur des Lettres de Change, sur des promesses d'en fournir, sur des ordres, ou des acceptations, sur des Billets de Change, ou autres actes de pareille qualité concernant le Commerce, seront tenus solidairement avec les tireurs, prometteurs, endosseurs & accepteurs, encore qu'il n'en soit pas fait mention dans l'aval.





TITRE SIXIÈME.

Des intérêts du Change & Rechange.

ARTICLE I.

DE'FENDONS aux Negocians, Marchands, & à tous autres , de comprendre l'intérêt avec le principal , dans les Lettres ou Billers de Change, ou aucun autre acte.

ARTICLE II.

LES Negocians, Marchands, & aucun autre, ne pourront prendre l'intérêt d'intérêt, sous quelque pretexte que ce soit.

ARTICLE III.

LE prix du Change sera réglé, suivant le cours du lieu où la Lettre sera tirée, eu égard à celui où la remise sera faite.

ARTICLE IV.

NE fera deu aucun Rechange pour le retour des Lettres , s'il n'est justifié par pieces valables, qu'il a esté pris de l'argent dans le lieu auquel la Lettre aura esté tirée: sinon le Rechange ne sera que pour la restitution du Change avec l'intérêt, les frais du Protest , & du voyage , s'il en a esté fait, après l'affirmation en Justice.

ARTICLE V.

LA Lettre de Change, même payable au porteur, ou à ordre, étant protestée, le Rechange ne fera deu par celui qui l'aura tirée, que pour le lieu où la remise aura esté faite , & non pour les autres lieux où elle aura esté négociée: sauf à se pourvoir par le porteur contre les endosseurs, pour le payement du Rechange des lieux où elle aura esté négociée suivant leur ordre.

ARTICLE VI.

LE Rechange sera deu par le tireur des Lettres négociées, pour les lieux où le pouvoir de négocier est donné par les Lettres, & pour tous les

32 *Des interets du Change & Rechange.*
autres, si le pouvoir de negocier est indefini ;
& pour tous les lieux.

ARTICLE VII.

L'INTEREST du principal & du Change sera
deu du jour du Protest, encore qu'il n'ait été de-
mandé en Justice. Celuy du Rechange, des frais
du Protest & du voyage, ne sera deu que du jour
de la demande.

ARTICLE VIII.

AUCUN prest ne sera fait sous gage, qu'il n'y
en ait un Acte pardevant Notaire, dont sera rete-
nu minute, & qui contiendra la somme prestée,
& les gages qui auront été délivrez, à peine de
restitution des gages, à laquelle le presteur sera
contraint par corps, sans qu'il puisse pretendre
de privilege sur les gages, sauf à exercer ses au-
tres actions.

ARTICLE IX.

LES gages qui ne pourront estre expri-
mez dans l'obligation, seront enoncez dans une
facture ou inventaire, dont sera fait mention
dans

Des interêts du Change & Rechange. 33
dans l'obligation; & la facture ou inventaire contiendront la quantité, qualité, poids, & mesure des marchandises ou autres effets donnez en gage, sous les peines portées par l'Article précédent.



E



TITRE SEPTIE'ME.

Des Contraintes par corps.

ARTICLE I.

CEUX qui auront signé des Lettres ou Billets de Change , pourront estre contraints par corps ; ensemble ceux qui y auront mis leur aval ; qui auront promis d'en fournir , avec remise de place en place ; qui auront fait des promesses pour Lettres de Change à eux fournies , ou qui le devront estre , entre tous Negocians ou Marchands qui auront signé des Billets pour valeur receuë comptant , ou en marchandise , soit qu'ils doivent estre acquittez à vn particulier y nommé , ou à son ordre , ou au porteur.

ARTICLE II.

LES mêmes Contraintes auront lieu pour l'exécution des Contrats maritimes , grosses aventures , chartres , parties , ventes & achats de Vaisseaux , pour le fret & le naulage,





TITRE HUITIEME.

Des Separations de biens.

ARTICLE I.

DANS les lieux où la communauté de biens d'entre mari & femme est établie par la Coutume ou par l'Usage, la clause qui y dérogera dans les Contrats de mariage des Marchands grossiers ou détailliers, & des Banquiers, sera publiée à l'Audience de la Jurisdiction Consulaire, s'il y en a ; sinon dans l'assemblée de l'Hostel commun des villes ; & inserée dans un tableau exposé en lieu public, à peine de nullité : & la clause n'aura lieu, que du jour qu'elle aura été publiée & enregistrée.

ARTICLE II.

VOULONS le mesme estre observé entre les
Negocians & Marchands, tant en gros qu'en
détail, & Banquiers, pour les Separations de
biens d'entre mari & femme, outre les autres
formalitez en tel cas requises.





TITRE NEUFIEME.

Des Défenses & Lettres de Répy.

ARTICLE I.

AUCUN Negociant, Marchand ou Banquier, ne pourra obtenir des Défenses generales de le contraindre, ou Lettres de Répy, qu'il n'ait mis au Greffe de la Jurisdiction dans laquelle les Défenses ou l'enterinement des Lettres devront estre poursuivis, de la Jurisdiction Consulaire, s'il y en a, ou de l'Hostel commun de la ville, un état certifié de tous ses effets, tant meubles qu'immeubles, & de ses dettes; & qu'il n'ait représenté à ses Creanciers, ou à ceux qui seront par eux commis, s'ils le requierent, les Livres & Registres, dont il sera tenu d'attacher le Certificat sous le contrescel des Lettres.

ARTICLE II.

Au cas que l'Etat se trouve frauduleux , ceux qui auront obtenu des Lettres ou des Défenses , en seront décheus , encore qu'elles ayent esté enterinées , ou accordées contradictoirement ; & le Demandeur ne pourra plus en obtenir d'autres , ni estre receu au bénéfice de Cession.

ARTICLE III.

LES Défenses generales & les Lettres de Répy seront signifiées dans huitaine aux Creanciers , & autres interessez qui seront sur les lieux ; & n'auront effet qu'à l'égard de ceux auxquels la signification en aura esté faite.

ARTICLE IV.

CEUX qui auront obtenu des Défenses generales , ou des Lettres de Répy , ne pourront payer ou préférer aucun Creancier au prejudice des autres , à peine de décheoir des Lettres & Défenses.

ARTICLE V.

VOULONS que ceux qui auront obtenu des Lettres de Répy, ou des Défenses generales, ne puissent estre eleus Maires ou Echevins des villes, Juges ou Consuls des Marchands, ni avoir voix active & passive dans les Corps & Communautés, ni estre Administrateurs des Hospitaux, ni parvenir aux autres fonctions publiques; & mesme qu'ils en soient exclus, en cas qu'ils fussent actuellement en charge.



TITRE X.



TITRE X.

Des Cessions de biens.

ARTICLE I.

OUTRE les formalitez ordinairement observées pour recevoir au benefice de Cession de biens, les Negocians & Marchands en gros & en détail, & les Banquiers; les Impetrans seront tenus de comparoir en personnes à l'audience de la Jurisdiction Consulaire, s'il y en a; sinon en l'assemblée de l'Hostel commun des Villes, pour y declarer leur nom, surnom, qualiré & demeure, & qu'ils ont esté receus à faire Cession de biens: Et fera leur Declaration leuë & publiée par le Greffier, & inserée dans un tableau public.

ARTICLE II.

Les Errangers qui n'auront obtenu nos Lettres de Naturalité ou de declaration de Naturalité, ne seront receus à faire Cession.

F



TITRE XI.

Des Faillites & Banqueroutes.

ARTICLE I.

LA Faillite ou Banqueroute sera réputée ouverte du jour que le débiteur se sera retiré, ou que le scellé aura été apposé sur ses biens.

ARTICLE II.

CEUX qui auront fait Faillite, seront tenus de donner à leurs Créanciers un Estat certifié d'eux, de tout ce qu'ils possèdent, & de tout ce qu'ils doivent.

ARTICLE III.

LES Négocians, Marchands & Banquiers seront encore tenus de représenter tous leurs Livres & Registres cottez & paraphés en la forme prescrite par les Articles 1. 2. 4. 5. 6. & 7. du Titre III. cy.

Des Faillites & Banqueroutes. 43

dessus, pour estre remis au Greffe des Juges & Consuls, s'il y'en a, sinon de l'Hôtel commun des villes, ou es mains des Creanciers, à leur choix.

ARTICLE IV.

DECLARONS nuls tous transports, cessions, ventes & donations de biens meubles ou immeubles, faits en fraude des Creanciers. Voulons qu'ils soient rapportez à la masse commune des effets.

ARTICLE V.

LES resolutions prises dans l'assemblée des Creanciers à la pluralité des voix pour le recouvrement des effets, ou l'acquit des dettes, seront executées par provision, & nonobstant toutes oppositions ou appellations.

ARTICLE VI.

LES voix des Creanciers prévaudront, non par le nombre des personnes, mais eu égard à ce qui leur fera deu, s'il monte aux trois quarts du total des dettes.

44 *Des Faillites & Banqueroutes.*

ARTICLE VII.

EN cas d'opposition ou de refus de signer les délibérations par les Creanciers, dont les creances n'excederont le quart du total des dettes, Voulons qu'elles soient homologuées en Justice, & exécutées comme s'ils avoient tous signé.

ARTICLE VIII.

N'ENTENDONS neantmoins déroger aux Privileges sur les meubles, ni aux Privileges & hypotheques sur les immeubles, qui seront conservez; sans que ceux qui auront privilege ou hypotheque, puissent estre tenus d'entrer en aucune composition, remise ou atermoyement, à cause des sommes pour lesquelles ils auront privilege ou hypotheque.

ARTICLE IX.

LES deniers comptans & ceux qui procederont de la vente des meubles & des effets mobiliers, seront mis es mains de ceux qui seront nommez par les Creanciers à la pluralité des voix; & ne pourront estre vendiquez par les Receveurs des

Des Faillites & Banqueroutes. 45

Consignations, Greffiers, Notaires, Huissiers, Sergens, ou autres personnes publiques; ni pris sur iceux aucun droit par eux ou les dépositaires, à peine de concussion.

ARTICLE IX.

DECLARONS Banqueroutiers frauduleux, ceux qui auront diverty leurs effets, supposé des Creanciers, ou déclaré plus qu'il n'estoit deu aux veritables Creanciers.

ARTICLE XI.

LES Negotians & les Marchands tant en gros qu'en détail, & les Banquiers, qu'ilors de leur Faillite ne représenteront pas leurs Registres & Journaux, signez & paraphéz comme Nous avons ordonné dy dessus, pourront estre reputez Banqueroutiers frauduleux.

ARTICLE XII.

LES banqueroutiers frauduleux seront poursuivis extraordinairement, & punis de mort.

ARTICLE XIII.

Ceux qui auront aidé ou favorisé la Banqueroute frauduleuse, en divertissant les effets, acceptant des transports, ventes ou donations simulées, & qu'ils sçauront estre en fraude des Creanciers, ou se declarant Creanciers ne l'estant pas, ou pour plus grande somme que celle qui leur estoit due, seront condamnez en quinze cens livres d'amende, & au double de ce qu'ils auront diverty ou trop demandé, au profit des Creanciers.



TITRE XII.

De la Jurisdiction des Consuls.

ARTICLE I.

DECLARONS communs pour tous les Sieges des Juges & Consuls, l'Edit de leur étaolissement dans nostre bonne Ville de Paris, du mois de Novembre 1563. & tous autres Edits & Declarations touchant la Jurisdiction Consulaire; enregistrez en nos Cours de Parlement.

ARTICLE II.

Les Juges & Consuls connoistront de tous Billets de Change faits entre Negocians & Marchands, ou dont ils devront la valeur; & entre toutes personnes, pour Lettres de Change ou remises d'argent faites de place en place.

ARTICLE III.

LEUR défendons neantmoins de connoître des Billets de Change entre Particuliers, autres que Negocians & Marchands, ou dont ils ne devront point la valeur. Voulons que les Parties se pourvoyent pardevant les Juges ordinaires, ainsi que pour de simples promesses.

ARTICLE IV.

LES Juges & Consuls connoîtront des différends pour ventes faites par des Marchands, Artisans & Gens de Mestier, afin de revendre ou de travailler de leur profession: comme à Tailleurs d'habits pour étoffes, passemens, & autres fournitures; Boulangers & Pâtissiers pour bled & farine; Maçons pour pierre, moëllon & plâtre; Charpentiers, Menuisiers, Charrons, Tonneliers, & Tourneurs, pour bois; Serruriers, Marechaux, Taillandiers, & Armuriers, pour fer; Plombiers & Fonteniers pour plomb, & autres semblables.

ARTICLE V.

CONNOÎSTRONT aussi des gages, salaire
&

& pensions des Commissionnaires, Facteurs ou serviteurs des Marchands pour le fait du Trafic seulement,

ARTICLE VI.

NB pourront les Juges & Consuls, connoître des contestations pour nourritures, entretiens, & emmeublemens, mesme entre Marchands, si ce n'est qu'ils en fassent profession.

ARTICLE VII.

LES Juges & Consuls connoîtront des différends à cause des assurances, grosses aventures, promesses, obligations, & contractz, concernant le Commerce de la Mer, le fret & le naulage des Vaisseaux.

ARTICLE VIII.

CONNOÎSTRONT aussi du Commerce fait pendant les Foires tenuës és lieux de leur établissement, si l'attribution n'en est faite aux Juges Conservateurs du privilege des Foires.

ARTICLE IX.

CONNOISTRONT pareillement de l'exécution de nos Lettres, lorsqu'elles seront incidentes aux affaires de leur compétence, pourveu qu'il ne s'agisse pas de l'estat ou qualité des personnes.

ARTICLE X.

LES gens d'Eglise, Gentilshommes & Bourgeois, Labouréurs, Vignerons, & autres, pourront faire assigner pour ventes de bleds, vins, bestiaux, & autres denrées procedant de leur crû, ou pardevant les Juges ordinaires, ou pardevant les Juges & Consuls, si les ventes ont esté faites à des Marchands ou Artisans, faisant profession de revendre.

ARTICLE XI.

NE sera établi dans la Jurisdiction Consulaire, aucun Procureur Syndic, ni autre Officier, s'il n'est ordonné par l'Edit de creation du Siege, ou autre Edit deuëment enregistré.

ARTICLE XII.

LES procédures de la Jurisdiction Consulaire seront faites suivant les formes prescrites par le Titre seiziesme de nostre Ordonnance du mois d'Avril mil six cens soixante sept.

ARTICLE XIII.

LES Juges & Consuls dans les matieres de leur competence, pourront juger nonobstant tout declinatoire, appel d'incompetence, prise-à-partie, renvoy requis & signifié, mesme en vertu de nos Lettres de *Committimus* aux Requestes de nostre Hostel ou du Palais; le privilege des Universitez, des Lettres de Garde-gardienne, & tous autres.

ARTICLE XIV.

SERONT tenus neantmoins, si la connoissance ne leur appartient pas, de deférer au declinatoire, à l'appel d'incompetence, à la prise-à-partie, & au renvoy.

ARTICLE XV.

DECLARONS nulles toutes Ordonnances, Commissions, Mandemens pour faire assigner, & les Assignations données en conséquence pardevant nos Juges, & ceux des Seigneurs, en revocation de celles qui auront esté données pardevant les Juges & Consuls. Défendons à peine de nullité, de casser ou surseoir les procédures & les poursuites en execution de leurs Sentences, ni faire défenses de proceder pardevant eux. Voulons qu'en vertu de nostre presente Ordonnance, elles soient executées, & que les Parties qui auront présenté leurs requestes pour faire casser, révoquer, surseoir, ou défendre l'exécution de leurs Jugemens; les Procureurs qui les auront signées, & les Huissiers ou Sergens qui les auront signifiées, soient condamnés chacun en cinquante livres d'amende, moitié au profit de la Partie, & moitié au profit des Pauvres; qui ne pourront estre remises ni modérées: au paiement desquelles la Partie, les Procureurs & les Sergens seront contraints solidairement.

ARTICLE XVI.

LES Veuves & Heritiers des Marchands, Negocians, & autres, contre lesquels on pourroit se pourvoir pardevant les Juges & Consuls, y seront assignez, ou en reprise, ou par nouvelle action. Et en cas que la qualité, ou de Commune, ou d'Heritier pur & simple, ou par Benefice d'inventaire, soit contestée, ou qu'il s'agisse de doüaire ou de legs universel ou particulier, les Parties seront renvoyées pardevant les Juges ordinaires pour les regler : & après le Jugement de la qualité, doüaire ou legs, elles seront renvoyées pardevant les Juges & Consuls.

ARTICLE XVII.

DANS les matieres attribuées aux Juges & Consuls le Creancier pourra faire donner l'assignation à son choix; ou au lieu du domicile du debiteur; ou au lieu auquel la promesse a esté faite, & la marchandise fournie; ou au lieu auquel le payement doit estre fait.

ARTICLE XVIII.

LES Assignations pour le Commerce maritime, seront données pardevant les Juges & Consuls du lieu où le contract aura esté passé. Declarons nulles celles qui seront données pardevant les Juges & Consuls du lieu d'où le vaisseau sera parti, ou de celuy où il aura fait naufrage.

SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amez & feaux les Gens tenans nos Cours de Parlement, Chambres des Comptes, Cours des Aydes, Baillifs, Seneschaux, & tous autres nos Officiers, que ces Presentes ils gardent, observent & entretiennent, fassent garder, observer & entretenir; Et pour les rendre notoires à nos sujets, les fassent lire, publier & registrer. CAR tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, Nous y avons fait mettre nostre scel. Donnée à Versailles au mois de Mars l'an de grace mil six cens soixante-treize; & de nostre regne le trentiesme. Signé LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roy, COLBERT. *Et à costé est escrit*, Visa, DALIGRE. *Edit pour le Commerce.* Et scellé du grand sceau de cire verte sur lacs de soye rouge & verte.

Leu, publié, & enregistré, Oui, & ce requérant le Procureur General du Roy, pour estre executé selon sa forme & teneur. A Paris en Parlement, le Roy y sceant en son lit de Justice, le vingt-troisième Mars mil six cens soixante-treize.

Signé, Du TILLET.

Leu, publié, & enregistré en la Chambre des Comptes, Oui & ce consentant le Procureur General du Roy, du tres-exprés commandement de sa Majesté, porté par Monsieur le Duc d'Orleans son Frere unique, venu exprés en ladite Chambre, assisté du sieur du Plessis-Praslin, Maréchal, Duc & Pair de France, & des sieurs Puffort & de Bénard-Rezé, Conseillers d'Estat ordinaires, le vingt-troisième Mars mil six cens soixante-treize.

Signé, RICHER.

Leu, publié, & enregistré du tres-exprés Commandement du Roy, porté par Monsieur le Prince de Condé, premier Prince du Sang, assisté du sieur de Grancé de Medavy, Maréchal de France, & des sieurs Voisin & de Fieubet, Conseillers ordinaires du Roy, Oui, ce requérant & consentant son Procureur General, pour estre executé selon sa forme &

teneur : & ordonné que copies collationnées seront envoyées és Sièges des Elections , Greniers à Sel , & autres Jurisdicitions du ressort de la Cour, pour y estre pareillement leuës , publiées , & enregistrées. Enjoint aux Substituts dudit Procureur General du Roy esdits Sieges d'en certifier la Cour au mois. A Paris en la Cour des Aydes , les Chambres assemblées , le vingt-troisième Mars mil six cens soixante-treize.

Signé, BOUCHER.



EDIT



EDIT DU ROY:

*SERVANT DE REGLEMENT
pour les Epices & Vacations des
Commissaires , & autres frais de Jus-
tice.*



LOUIS PAR LA GRACE DE
DIEU ROY DE FRANCE ET
DE NAVARRE: A tous presens &
à venir, SALUT. La Justice devant
estre renduë gratuitement, l'usage des
siècles précédens a neantmoins intro-
duit en faveur des Juges quelque retribution au
delà des gages que Nous leur avons accordé, dont
Nous avons intention de Nous charger à l'avenir,
lorsque l'estat de nos affaires le permettra. Cepen-
dant Nous avons resolu d'y pourvoir par un tem-

H

58 *Des Epices , Vacations , &c.*

peremment convenable. A CES CAUSES: De l'Avis de nostre Conseil , & de nostre certaine science , pleine puissance & autorité Royale , Nous avons dit , déclaré & ordonné , difons , declarons , ordonnons , & nous plaist ce qui ensuit.

*Des Epices & Consignations des Commissaires ,
& autres droits , & frais de Justice.*

ARTICLE I.

VOULONS que par provision , & en attendant que l'estat de nos affaires Nous puisse permettre d'augmenter les gages de nos Officiers de Judicature , pour leur donner moyen de rendre gratuitement la justice à nos sujets , aucuns de nos Juges ou autres , mesme nos Cours , ne puissent prendre d'autres Epices , Salaires , ni Vacations pour les visites , rapports & jugemens des Procez civils ou criminels , que celles qui seront taxées par celuy qui aura presidé ; sans qu'on puisse prendre ni recevoir aucuns autres droits , sous prétexte d'extraits , de *sciendum* , ou d'arrests.

ARTICLE II.

NE feront taxées aucunes Epices pour les Procés qui seront évoquez , ou dont la connoissance

sera interdite aux Juges, encore que le Rapporteur en ait fait l'Extrait, qu'ils ayent esté mis sur le Bureau, & mesme esté veus & examinez.

ARTICLE III.

L O'RS qu'en matiere Beneficiale après la communication au Parquet, toutes les Parties seront d'accord de passer Appointement à l'Audience sur la maintenue diffinitive du Benefice contentieux, s'il intervient Arrest portant que les titres & capacitez des Parties seront veuës, ne pourront en ce cas estre taxées aucunes Epices pour le rapport, visite, & jugement du Procès.

ARTICLE IV.

C E L U Y qui aura presidé, écrira de sa main au bas des minutes des Arrests, Jugemens & Sentences, la taxe des Epices & Vacations; & en fera fait mention par les Greffiers sur les Grosses & Expéditions qu'ils delivreront tant des Arrests que des Jugemens & Sentences; comme aussi de tous les droits de Greffe & de l'expédition.

ARTICLE V.

L E S Epices & Vacations seront payées par les
H ij

60 *Des Epices, Vacations, &c.*

maines des Greffiers ou autres personnes chargées par l'ordre des Compagnies, qui en tiendront Registres, à la marge desquels ceux qui les auront reçus mettront leur reçu, sans qu'eux ou leurs Clercs puissent les prendre ni recevoir par les mains des Parties ou autres personnes, ni les Greffiers percevoir pour raison de ce aucuns droits : Et où il y auroit des Receveurs des Epices & Vacations établis en titre d'Office, Voulons qu'ils aient à se retirer pardevers Nous, pour estre incessamment pourveu à leur remboursement.

ARTICLE VI.

LA communication des Arrests, Jugemens, & Sentences qui auront esté mises au Greffe, ne pourra estre refusée aux Parties, encore que les Epices & Vacations n'ayent esté payées, à peine de soixante livres d'amende contre le Greffier de nos Cours, & de trente livres contre ceux des autres Justices, qui ne pourra estre remise ni modérée, à faute par eux de satisfaire dans la huitaine à la premiere sommation qui leur aura esté faite, à leurs Clercs ou Commis.

ARTICLE VII.

DEFENDONS à toutes nos Cours & Juges, même à ceux des Seigneurs, de décerner en leurs noms, ni de leurs Greffiers ou Receveurs, aucuns Executoires pour le payement de leurs Epices & Vacations, à peine de concussion. Pourront neantmoins les Executoires estre délivrez aux Parties intéressées au procez, qui les auront déboursées, ainsi qu'il est accoûtumé.

ARTICLE VIII.

DEFENDONS à tous Juges de prendre aucunes taxes ni salaires pour les Permissions de saisir ou d'assigner, ni pour les Publications de testaments & substitutions, baux judiciaires, vente de fruits & de choses mobilières, remises & adjudications par decret & par licitation, & pour avoir receu les affirmations.

ARTICLE IX.

LES Officiers des Présidiaux qui ont financé pour les droits de signature & paraphe, rapporteront leurs titres dans six mois; passé lequel temps, faute

H iij

62 *Des Epices, Vacations, &c.*

d'y satisfaire, Nous leur défendons de continuer la perception de ces droits, à peine de concussion.

ARTICLE X.

N E seront taxées ni prises aucunes Epices pour Arrests, Jugemens, ou Sentences rendues sur requête d'une Partie sans ouïr l'autre, tant en matiere Civile que Criminelle, à peine de concussion, & des dépens, dommages & interets contre celui qui aura fait la taxe; si ce n'est qu'en matiere Criminelle il y ait des Procez verbaux ou Informations concernant le crime, jointes à la Requête.

ARTICLE XI.

D E' F E N D O N S à tous Officiers, mesme de nos Cours, d'assister à la distribution & numeration des deniers provenans des biens decretez & licitez, & des deniers déposés, qui seront payez par les Receveurs des Consignations ou Greffiers, encore qu'ils eussent esté requis par les Parties d'y assister; ni de prendre ou recevoir pour raison de ce aucunes Epices ou Salaires.

ARTICLE XII.

N E seront taxées aucunes Epices aux Substi-

tuts de nos Procureurs Generaux, sur les requestes de l'une des parties sans oüir l'autre ; défauts, congez, & autres affaires, pour lesquelles nous avons défendu aux Juges de prendre des Epices.

ARTICLE XIII.

Nos Advocats & Procureurs és Bailliages, Seneschaussées, Sieges Présidiaux & autres Sieges inferieurs, les Advocats & Procureurs Fiscaux des Seigneurs, & les Promoteurs des Officialitez, ne pourront prendre aucuns droits ni vacations pour leur rapport à l'Audience des Enquestes, Informations & Conclusions par eux verbalement données.

ARTICLE XIV.

NB pourront aussi nos Avocats & Procureurs dans les Sieges inferieurs, prendre aucunes Epices pour la signature des Sentences & Jugemens par Appointé entre les Procureurs des Parties, sous prétexte de nostre interest ou de celui du public, de l'Eglise ou des Mineurs, à peine de suspension de leurs charges.

ARTICLE XV.

N E feront pris aucuns droits pour l'Enregistrement des Conclusions.

ARTICLE XVI.

E N J O I G N O N S à nos Cours de Parlemens & autres nos Cours, en prononçant sur l'appel des Sentences des Juges inferieurs, de reformer la taxe des Epices, si elle est jugée excessive; encore mesme que de ce chef il n'y ait point d'appel; d'en ordonner la restitution tant par le Rapporteur que par celuy qui les aura taxées, & d'y user de plus grande severité & animadversion, s'il y échet.

ARTICLE XVII.

V O U L O N S que tous Procez, tant Civils que Criminels, soient jugez à l'ordinaire en toutes nos Cours, Sieges & Justices, mesme en celle des Seigneurs. Défendons d'en juger par Commissaires, ni de commettre par les Juges aucuns d'entre eux, pour aux jours & heures extraordinaires faire les calculs, voir les titres, & arrester les dates & autres points & articles de fait.

ARTICLE

ARTICLE XVIII.

N'ENTENDONS neantmoins rien innover à l'usage de nostre Parlement de Paris, pour la visite des Procés par petits Commissaires , qui ne se pourra faire pendant les heures d'Audience des Procés de l'ordinaire.

ARTICLE XIX.

NE pourront neantmoins aucuns Procés estre veus par petits Commissaires, aux Chambres des Enquestes & de nostre Parlement de Paris, que le fait & l'état n'en ayent esté sommairement rapportez toute la Chambre assemblée, & qu'il n'ait passé des deux tiers des voix à les voir par petits Commissaires.

ARTICLE XX.

PERMETTONS à nos Cours seulement de juger par Commissaires les Procés ou Instances où il y a plus de cinq chefs de demandes au fond , justifiées par differens moyens , sans que les demandes concernant la procedure puissent estre comptées ; les Procés & Instances d'ordre &

de distribution de deniers procedant de vente d'immeubles, & de contribution d'effets mobilières entre des Creanciers ; ceux de liquidation de fruits , de dommages & interêts , de debats de comptes , d'oppositions à fin de charges & de distraire , des taxes de dépens excédans dix croix ; le tout , pourveu que ce dont il sera question au Procès , excède la somme de mille livres : sans que sous ce pretexte , l'on y puisse comprendre les Appellations de simples saisies réelles d'immeubles , Criées , Congez d'adjuger , Adjudications par decret , & des poursuites & procédures d'un Decret ; Saisie d'effets mobilières , de Sentences de condamnation de rendre compte , de restitution de fruits , & de dommages & interêts , & tous autres en quelque cas que ce puisse estre ; ni que nos Cours qui n'ont point accoutumé de juger par Commissaires , puissent en introduire l'usage. Et sera le contenu au present Article observé , à peine de nullité des jugemens , restitution d'Epices & Consignations , & des dommages & interêts des Parties contre les Juges , pour raison desquels leur permettons de se pourvoir pardevant Nous.

ARTICLE XXI.

P O U R R O N T neantmoins les Officiers de

nostre Grand Conseil seulement, continuer de voir par Commissaires, outre les cas mentionnez au precedent Article, les Procés & Instances pour raison des bornes & limites des terres & seigneuries, quand il y aura descente & figure; Combat de fief, Blasme d'aveu & dénombrement, Com-mise & Dépiez de Fief, Droits honorifiques entre Seigneurs prétendans Justice, Patronages Eccle-siastique ou Laïque entre Patrons, Dixmes entre Decimeurs; les Procés pour raison des Commu-nes, ou entre deux Seigneurs, ou entre un Sei-gneur & la Communauté; ceux pour la Banalité entre la Communauté & le Seigneur, ou entre deux Seigneurs; ceux de Substitution, Retrait li-gnager, quand les degrez, lignes, & descentes seront contestées; & ceux concernans le domi-cile, en cas de Succession & Partage conjointe-ment, sans qu'ils puissent juger par grands Com-missaires aucuns autres Procés ni Instances, aux peines portées par l'Article precedent.

ARTICLE XXII.

ABROGEONS l'usage de juger par Commis-saires les procès évoquez, s'ils ne sont dans l'un des cas exprimez dans l'Article precedent.

ARTICLE XXIII.

LES executions des Arrests, incidens & suites des Procés qui auront esté veus & jugez par Commissaires, seront veus & jugez à l'ordinaire; si ce n'est que les executions, incidens & suites se trouvent estre de la qualité, & en l'un des cas exprimez par nostre presente Declaration.

ARTICLE XXIV.

IL n'y aura pour chacune Vacation de Commissaires que six écus d'épices. N'entendons neantmoins que sous pretexte du present Article celles de nos Cours qui n'ont pas accoustumé de prendre de si grandes sommes, puissent les augmenter,

ARTICLE XXV.

DEFENDONS de prendre plus de trois Vacations par chacun jour, depuis le premier Octobre jusques au dernier Fevrier; & plus de quatre depuis le premier Mars jusques au dernier Septembre; & sans qu'à l'occasion du present Article, les Cours qui ont accoustumé de ne faire

Des Epices , Vacations , &c. 69
qu'une Vacation en une apresdinée , puissent les
augmenter.

ARTICLE XXVI.

NE pourront nos Cours quitter les Audiences , ni la Visite & Jugement des Procés de l'ordinaire , pour travailler aux Procés des Commissaires , niés jours de Fêtes & de Dimanches , niés maisons particulieres des Presidens & Conseillers.

ARTICLE XXVII.

DEFENDONS au Grand Prevost de nostre Hostel & à ses Lieutenans Generaux & Particuliers , de prendre pour la Visite & Jugement des Procés , avec les Maîtres des Requestes ordinaires de nostre Hostel , Officiers de nostre Grand Conseil , ou autres Officiers ou Graduez , plus grande somme que celle de dix-neuf livres quatre sols pour le Rapporteur , & trois livres quatre sols pour chacun des Juges , pour chacune Vacation & Epices.

ARTICLE XXVIII.

LES Avocats seront tenus de mettre au pied

I iij

70 *Des Epices , Vacations , &c.*
de leurs Ecritures le receu de leurs salaires , à peine de restitution & de rejet de la taxe de dépens.

ARTICLE XXIX.

LES Clercs ou Commis des Presidens, Maistres des Requestes, Conseillers, de nos Avocats & Procureurs Generaux & de leurs Substituts, & des Greffiers & Avocats, ne pourront prendre & recevoir plus grands droits que ceux qui passent en taxe aux Parties, encore qu'ils leur fussent volontairement offerts, à peine d'exaction, qui pourra estre prouvée par la déposition de six témoins, quoy qu'intéressez, & qu'ils déposent de faits singuliers.

ARTICLE XXX.

DÉFENDONS aux Lieutenans Generaux des Baillifs, Seneschaux, & autres Juges commis par nos Ordonnances, pour parapher les feuilles des Registres des Baptêmes, Mariages & Mortuaires, de prendre ni recevoir aucuns droits ni salaires pour leur paraphe, que Nous leur enjoignons de faire gratuitement, à peine de concussion.

SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amez & feaux les gens tenans nos Cours de Parlement , Chambre des Comptes , Cour des Aydes , Baillifs , Seneschaux , & tous autres nos Officiers , que ces Presentes ils gardent , observent , & entretiennent , fassent garder , observer , & entretenir ; & pour les rendre notoires à nos sujets , les fassent lire , publier , & enregistrer. CAR tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours , Nous y avons fait mettre nostre scel. Donné à Versailles , au mois de Mars , l'an de grace mil six cens soixante-treize , & de nostre regne le trentième. Signé, LOUIS. *Et plus bas* , Par le Roy , COLBERT. *Et à costé est écrit* , Visa , DALIGRE. *Edit pour servir de Reglement des Epices & Vacations des Commissaires.* Et scellé du grand sceau de cire verte sur lacs de soye rouge & verte.

Leu , publié , & enregistré , où , & ce requèrent le Procureur General du Roy , pour estre executé selon sa forme & teneur. A Paris en Parlement , le Roy y seant en son lit de Justice , le vingt-troisième Mars mil six cens soixante-treize.

Signé , Du TILLET.

Leu , publié , & enregistré en la Chambre des Comptes , où & ce consentant le Procureur General du Roy , du tres-exprés commandement de sa Majesté , porté par Monsieur le Duc d'Orleans son Frere unique , venu exprés en ladite Chambre , assisté du sieur du Plessis-Praslin , Marechal , Duc & Pair de France , & des sieurs Pussort & de Bénard-Rezé , Conseillers d'Etat ordinaires , le vingt-troisième Mars mil six cens soixante-treize.

Signé, RICHER.

Leu , publié , & enregistré du tres-exprés commandement du Roy , porté par Monsieur le Prince de Condé , premier Prince du Sang , assisté du sieur de Grancey de Medavy , Marechal de France , & des sieurs Voisin & de Fieubet , Conseillers ordinaires du Roy : Oûi , ce requerant & consentant son Procureur General , pour estre executé selon sa forme & teneur ; & ordonné que copies collationnées seront envoyées és Sieges des Elections , Greuiers à Sel , & autres Jurisdiccions du ressort de la Cour , pour y estre pareillement leuës , publiées , & enregistrees. Enjoint aux Substituts dudit Procureur General du Roy d'en certifier la Cour au mois. A Paris , en la Cour des Aydes , les Chambres assemblées , le vingt-troisième jour de Mars , mil six cens soixante-treize.

Signé, BOUCHER.

EDIT



EDIT DU ROY,

*PORTANT ETABLISSEMENT
des Greffes d'Enregistrement des Opposi-
tions , pour conserver la preference aux
Hypoteques.*



LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU
ROY DE FRANCE ET DE NAVAR-
RE, A tous presens & à venir , SA-
LUT. L'amour paternel que Nous
avons pour nos sujets Nous obligeant
de pourvoir à leurs interets particuliers ; & l'ap-
plication que Nous y avons apportée , Nous ayant
fait connoistre que la conservation de leurs fortu-
nes dépend principalement d'establiir la seureté
dans les Hypoteques , & d'empescher que les biens
d'un Débiteur solvable ne soient consommez en

K

frais de Justice, faute de pouvoir faire paroître sa solvabilité: Nous n'avons point trouvé de meilleur moyen, que de rendre publiques toutes les Hypo-
teques, & de perfectionner par une disposition universelle, ce que quelques Coûtumes de nostre Royaume avoient essayé de faire par la voye des faillines & des nantissemens. C'est pourquoy Nous avons résolu d'establiir des Greffes d'Enregistrement, dans lesquels ceux qui auront des hypoteques pourront former & faire enregistrer leurs oppositions; & ce faisant, seront préferéz à ceux qui auront negligé de le faire: Et par ce moyen on pourra prêter avec seureté, & acquérir sans crainte d'estre évincé; les Créanciers seront certains de la fortune de leurs Débiteurs, & ne seront ni dans la crainte de les voir perir, ni dans l'inquietude d'y veiller; & les Acqueurs seront asseurez de n'estre plus troublez dans leur possession par des charges ou hypoteques antérieures. **A C E S C A U S E S**, & autres considérations à ce Nous mouvant; de l'Avis de nostre Conseil, & de nostre certaine science, pleine puissance, & autorité Royale, Nous avons dit, déclaré, & ordonné; & par ces Presentes signées de nostre main, disons, déclarons, statuons, voulons, & nous plaist ce qui ensuit.

ARTICLE I.

IL fera estably un Greffe en chacun Bailliage & Senéchaussée des lieux où il y a Présidial, & dans les principaux Bailliages & Senéchaussées des Provinces où il n'y a point de Présidiaux, dans lesquels tous ceux qui prétendront hypoteques, pourront s'opposer pour la seureté & conservation de leurs droits; & sera nommé GREFFE DES ENREGISTREMENTS.

ARTICLE II.

LES Greffiers seront par Nous pourvus, & seront receus sans aucuns frais, par les Baillifs & Senéchaux, ou leurs Lieutenans, dans la Jurisdiction desquels ils seront establis, après information de vie & mœurs, & qu'ils auront presté le serment.

ARTICLE III.

ILS tiendront un Registre, dont les feüilliers seront cotez par premier & dernier, & paraphiez par le Juge, avant qu'il puisse y estre fait aucun Enregistrement.

K ij

ARTICLE IV.

LES feüillets du Registre seront divifez par une ligne droite, par moitié du feüillet du haut en bas.

ARTICLE V.

IL fera fait un Procès verbal par le Juge en la premiere page du Registre, qui contiendra le nombre des feüillets, & le jour que le Paraphe aura esté fait; & sera le Procès verbal signé du Juge & du Greffier.

ARTICLE VI.

LES Juges recevront du Greffier, pour tous droits d'avoir cotté & paraphé les feüillets du Registre, de quelque grosseur & volume qu'il puisse estre, & pour leur Procès verbal, la somme de cinq livres: leur faisons défense d'exiger ny recevoir plus grande somme, encore qu'elle leur fust volontairement offerte, à peine de concussion.

ARTICLE VII.

IL ne sera laissé aucun blanc entre les Enregistrements , à peine d'estre procedé contre le Greffier comme faussaire , & de quinze cens livres d'amende , dommages , & interests des parties.

ARTICLE VIII.

LE Registre sera representé au Juge , & par luy arresté au bas du dernier article par chacun mois , avec mention du nombre des feuillets dans lesquels les oppositions auront esté faites depuis le dernier arresté ; & s'il s'y trouve aucun blanc , il en sera dressé par luy Procés verbal , pour y estre pourveu ; lequel arresté sera daté & signé de luy & du Greffier , & recevra le Juge quarante sols du Greffier pour l'arresté , signature , & Procés verbal énoncé au present Article.

ARTICLE IX.

IL sera fait un Procés verbal par le Juge en la dernière page du Registre , qui fera mention de l'estat d'iceluy ; & sera le Procés verbal signé du Juge & du Greffier , sans frais.

K iij

ARTICLE X.

LE Greffe sera establi dans le lieu de la Jurisdiction du Bailliage , ou Senéchaussée , qui sera trouvé le plus seur , & le plus comimode ; auquel lieu les Enregistremens seront faits , & les Registres déposés , sans qu'ils en puissent estre tirez , mesme en cas de changement & décès des Greffiers.

ARTICLE XI.

DÉFENDONS aux Greffiers de faire aucuns Enregistremens , en autres lieux que dans les Greffes , ni d'en tirer les Registres , sous quelque prétexte , & pour quelque occasion que ce soit ; le tout à peine de privation de leurs Offices , & de quatre mille livres d'amende.

ARTICLE XII.

CEUX qui auront hypoteque en vertu de quelque titre que ce soit , mesme de Sentences, Jugemens, ou Arrests , sur heritages , rentes foncieres , ou constituées par Nous sur les Hostels de Ville , Domaines engagez , Offices Domaniaux , & autres

immeubles qui ont une situation certaine, pourront former leurs oppositions aux Greffes des Enregistrements des Bailliages & Senéchaussées de la situation des immeubles, sur lesquels ils auront hypothèque.

ARTICLE XIII.

L'OPPOSITION sera libellée, & contiendra les sommes ou droits pour lesquels elle sera formée, avec mention du nom du Créancier, de celui du Débiteur, ensemble des Titres sur lesquels la créance ou droit seront établis. Comme aussi seront énoncées la date & les noms des Notaires, Tabelions, & autres personnes publiques, qui les auront reçus, & s'il y en a minute ou non ; & si ce sont Sentences, Jugemens, ou Arrêts, sera fait mention de la Jurisdiction en laquelle ils auront été rendus.

ARTICLE XIV.

L'OPPOSITION contiendra aussi élection de domicile pour l'Opposant, dans le lieu où se fera l'Enregistrement. Elle sera datée, & fait mention si c'est devant ou après midy, & signée de l'Opposant, ou du Porteur de la procuration, & du Greffier.

ARTICLE XV.

LE Créancier sera tenu de déclarer par son opposition, la Ville, le Bourg, le Village ou Hameau, la Parroisse & Terroir, où l'immeuble sera situé ; sa dénomination, s'il en a aucune, & le nom du Propriétaire ; & si c'est une maison qui soit située dans une Ville ou Bourg, la rue sera désignée.

ARTICLE XVI.

LA Procuration sera passée pardevant Notaire, qui retiendra la minute, & en fera laissé copie au Greffe.

ARTICLE XVII.

LE contenu aux quatre Articles précédens sera observé, à peine de nullité.

ARTICLE XVIII.

CEUX qui n'ayant point de titres valables, auront formé & enregistré des oppositions, seront condamnés en cinq cens livres d'amende, sans qu'elle

qu'elle puisse estre remise ni modérée , & aux dommages & interets de celuy sur les biens duquel les oppositions auront esté enregistrées.

ARTICLE XIX.

LE Greffier sera tenu de délivrer, quand il en sera requis , les Extraits de son Registre , & d'y cotter le jour de l'opposition , le Registre & le feüillet où elle aura esté enregistrée , à peine de quinze cens livres d'amende , & des dommages & interets des Parties.

ARTICLE XX.

LE domicile élu par l'acte d'opposition demeurera , nonobstant tous changemens , s'il n'en est fait nouvelle élection , & qu'elle ne soit enregistrée à la marge de l'opposition , datée , & signée par l'Opposant , ou par le Porteur de sa Procuration , ensemble par le Greffier ; & elle sera paraphée par le Juge au premier arresté qu'il fera du Registre.

ARTICLE XXI.

LES Creanciers dont les oppositions auront esté

L

82 *Etablissement des Greffes, &c.*

enregistrées, seront préférées, sur les immeubles sur lesquels ils auront formé leurs oppositions, à tous autres Créanciers non opposans, quoy qu'antérieurs & privilégiés.

ARTICLE XXII.

NEANTMOINS ceux dont les créances ou droits n'excéderont la somme ou valeur de deux cens livres, ou de dix livres de rente, seront conservés dans leurs hypothèques & privilèges, encore qu'ils n'aient fait enregistrer aucune opposition, pourveu neantmoins que toutes les sommes pour lesquelles l'opposition aura été formée, accumulées ensemble, n'excèdent la somme de deux cens livres.

ARTICLE XXIII.

LES oppositions qui auront été enregistrées dans les quatre mois pour ceux qui sont dans le Royaume, & dans les six mois pour ceux qui en sont absens : c'est à sçavoir, pour les Contrats, Donations, & autres Actes, du jour qu'ils auront été passés ; & pour les Jugemens, Sentences & Arrêts, du jour qu'ils auront été rendus ; auront un effet retroactif au jour que les

Actes auront esté passez ; & à celuy que les sentences , jugemens & arrests auront esté rendus : & en conséquence prendront leur hypoteque du jour des contracts , sentences , jugemens & arrests.

ARTICLE XXIV.

LES Creanciers privilegiez , qui se feront opposer dans les quatre mois du jour de leurs contracts , obligations , ou autres titres , seront conservez dans leurs privileges.

ARTICLE XXV.

SI l'opposition , soit pour l'hypoteque ou privilege , n'est enregistrée qu'après les quatre mois , elle n'aura effet que du jour de l'enregistrement.

ARTICLE XXVI.

CEUX qui alieneront des heritages , rentes foncieres , ou par Nous constituées sur les Hostels de Ville , Domaines engagez , Offices Domaniaux , & autres immeubles qui ont une situation certaine ; ou qui emprunteront des deniers par contracts & actes portans hypoteque , seront tenus , à

Lij

84 *Etablissement des Greffes, &c.*

peine destellionat , de declarer les contractz & actes portans hypoteque , qu'ils auront passez dans les quatre mois precedens , & pareillement les sentences , jugemens & arrestz portans hypoteque sur leurs biens , qui leur auront esté signifiez , ou qui auront esté rendus contradictoirement à l'Audience pendant le même temps des quatre mois precedens.

ARTICLE XXVII.

LES Creanciers qui se feront opposez sur les biens dont leurs Debiteurs seront devenus propriétaires depuis l'hypoteque créée à leur profit , seront preferez aux autres Creanciers non opposans , ou qui se feront opposez après les quatre mois , pourveu qu'ils ayent fait registrer leur opposition dans les quatre mois du jour que les biens auront esté acquis par leurs Debiteurs , ou qu'ils leur seront écheus.

ARTICLE XXVIII.

L'ORDRE d'hypoteque des contractz & actes sera gardé entre ceux qui se feront opposez dans les quatre mois.

ARTICLE XXIX.

Si les oppositions ne sont formées qu'après les quatre mois, elles n'auront effet que du jour de l'enregistrement.

ARTICLE XXX.

Les Creanciers d'un defunt qui auront fait enregistrer leur opposition avant son decez sur les immeubles à luy appartenans, ne seront obligez de la former de nouveau après son decez.

ARTICLE XXXI.

Ceux qui n'auront point fait enregistrer leur opposition avant le decez de leur Debiteur, le pourront faire dans les quatre mois, à compter du jour de son decez; auquel cas ils seront preferez aux Creanciers de l'heritier sur les biens du defunt, ausquels ils auront formé leurs oppositions; & si elle n'est enregistrée qu'après les quatre mois, ils n'entreront en ordre que du jour de l'enregistrement pour raison des mêmes biens.

ARTICLE XXXII.

LE Creancier du defunt , auquel l'heritier aura passé titre nouvel , ou qui l'aura fait declarer exécutoire contre luy , & qui aura fait enregistrer son opposition dans les quatre mois du jugement ou titre nouvel , aura hypoteque sur les biens de l'heritier du jour du jugement ou titre nouvel.

ARTICLE XXXIII.

Si le Creancier du defunt n'a point fait enregistrer son opposition avant son decez , ni dans les quatre mois , à compter du jour de son decez , les Creanciers de l'heritier qui auront fait enregistrer leurs oppositions , luy seront préférez , tant sur les biens du defunt , que sur ceux de l'heritier , sur lesquels ils auront fait enregistrer leurs oppositions.

ARTICLE XXXIV.

CEUX qui s'opposeront en sous-ordre dans le temps & en la maniere cy-dessus prescrite , sur les biens hypotequez à leurs Debiteurs , seront préférez aux autres Creanciers de leurs Debiteurs qui ne se seront point opposez.

ARTICLE XXXV.

L'ORDRE des Enregistremens sera gardé entre les opposans en sous-ordre, comme il le seroit entre les principaux Opposans.

ARTICLE XXXVI.

Si le Creancier originaire est negligent de s'opposer, & de faire enregistrer son opposition sur les biens de son Debiteur, son Creancier pourra le faire, sans qu'il soit besoin de le faire ordonner, & l'enregistrement ne vaudra que pour luy, & jusques à la concurrence de la dette pour laquelle il aura formé son opposition.

ARTICLE XXXVII.

Celui qui aura transport d'une dette pour laquelle son Cedant aura fait enregistrer son opposition, sera tenu dans les temps cy-dessus prescripts de faire mention du transport à costé de l'enregistrement de l'opposition, autrement il n'aura aucune préférence.

ARTICLE XXXVIII.

LE mesme sera observé pour toutes les debtes écheuës par succession , donation , ou autrement.

ARTICLE XXXIX.

LE Creancier pourra former & faire enregistrer son opposition par un mesme Acte , pour différentes debtes , & sur plusieurs immeubles appartenans au mesme Debitur , pourveu qu'ils soient situez en mesme Bailliage & Senéchaussée.

ARTICLE XL.

LES Creanciers qui auront fait registrer leurs oppositions après les quatre mois , en mesme jour & heure , devant ou après midy , seront mis en ordre entre eux , suivant la priorité & privilege de leurs hypoteques.

ARTICLE XLI.

CEUX qui n'auront point fait enregistrer leurs oppositions , seront mis en ordre entre eux , suivant leurs

leurs hypoteques & privileges, après ceux toutes-fois qui seront enrégistrez.

ARTICLE XLII.

C E U X qui acquerront des immeubles, ou auxquels ils écherront à autre titre que de succession, ou legs universel, seront tenus de faire signifier les titres de leur propriété à ceux qui auront fait enregistrer leurs oppositions, soit qu'ils soient principaux opposans, ou seulement en sous-ordre, aux domiciles par eux élus; autrement ils ne pourront acquérir aucune Prescription au dessous de celle de trente ans.

ARTICLE XLIII.

Les significations seront faites par un Huissier, Sergent ou autre Officier ayant pouvoir d'exploiter, assisté de deux témoins ou records, qui signeront avec luy l'Original & la Copie des Exploits, avec les autres solemnitez prescrites par nostre Ordonnance du mois d'Avril 1667. au titre des Ajournemens; lesquelles significations seront aussi contrôlées.

ARTICLE XLIV.

IL sera fait mention sommaire sur le Registre en la marge de chacune opposition, tant du titre du nouveau possesseur, que des significations qui en auront esté faites aux opposans, ensemble de leurs dates, & du nom du Sergent qui les aura faites.

ARTICLE XLV.

LE contenu aux deux Articles precedens sera observé, à peine de nullité.

ARTICLE XLVI.

AUCUNE Prescription, au dessous de celle de trente ans, ne commencera à courir au profit du nouveau possesseur, que du jour de l'enregistrement de la signification faite en la forme cy-dessus prescrite.

ARTICLE XLVII.

EN tous Decrets forcez ou volontaires, ceux qui feront saisir réellement les immeubles, seront tenus de faire signifier avant le Congé d'ajuger, leur Saisie réelle à ceux qui auront formé leur opposi-

tion sur le Registre, aux domiciles par eux esleus par l'acte d'opposition, à peine de nullité de la procédure, & du Decret, & de tous dépens, dommages & interests des Parties.

ARTICLE XLVIII.

L A signification sera faite suivant les formalitez prescrites par l'Article 43. & contiendra le nom, qualité, & domicile du Saïssissant; celui du Procureur par luy constitué pour la poursuite des Criées; comme aussi le nom de celui sur qui l'heritage aura esté saïsi, la Parroisse dans laquelle les heritages sont situez, & le nom de la rue, si c'est une maison qui soit située dans une Ville, ou Bourg, ensemble la Jurisdiction en laquelle le Decret sera poursuivi.

ARTICLE XLIX.

A U C U N ne pourra estre approprié d'un immeuble situé dans la Province de Bretagne, qu'auparavant de commencer les Bannies, il n'ait fait signifier son Contract d'acquisition à ceux qui auront fait enregistrer leurs oppositions, ensemble la Jurisdiction en laquelle il entend poursuivre l'appropriance, & le nom de son Procureur.

M ij

ARTICLE L.

LES significations concernant les appropriances, seront faites suivant les formalitez prescrites par l'Article 43.

ARTICLE LI.

SERA fait mention sommaire sur le Registre en la marge de chacune opposition des significations qui auront esté faites aux opposans, pour raison desdits Decrets & Appropriances, ensemble de leurs dates, & du nom des Sergens qui les auront faites.

ARTICLE LII.

LE contenu és Articles 48. 49. 50. & 51. sera observé, à peine de nullité.

ARTICLE LIII.

N'ENTENDONS par nostre present Edit dispenser de l'exécution des Ordonnances concernant l'Insinuation des Donations & publications des Substitutions, qui demeureront en leur force

& vigueur, & ne pourront les Insinuations & Publications valoir pour Enregistrements, ni en suppléer le défaut.

ARTICLE LIV.

AUCUNE sentence, jugement, & arrêt ne pourront suppléer le défaut d'Enregistrement. Défendons à tous Juges, même à nos Cours, de l'ordonner, à peine de nullité, & à tous Procureurs de le requérir, à peine de cinq cens livres d'amende en leurs noms, laquelle ne pourra estre remise ni modérée.

ARTICLE LV.

LES Creanciers qui ont des hypoteques & privileges acquis avant nostre present Edit, y seront conservez, pourveu qu'ils forment & fassent enregistrer leurs oppositions dans trois ans, à commencer du premier jour du mois de Juillet prochain; autrement, & à faute de l'avoir fait dans les trois ans, ils n'auront préférence que du jour que leurs oppositions auront esté enregistrées.

ARTICLE LVI.

EXCEPTONS de nostre present Edit les hypoteques & privileges que Nous avons sur les biens de nos Fermiers comptables, & autres qui ont eu maniment de nos deniers; lesquels hypoteques & privileges auront lieu comme auparavant, sans que pour les conserver il soit besoin d'aucun enregistrement.

ARTICLE LVII.

N'ENTENDONS aussi comprendre en nostre present Edit les hypoteques des Mineurs sur les biens de leurs Tuteurs, Protuteurs, ou Curateurs comptables; sans néanmoins que ceux qui jouissent du privilege des Mineurs soient dispensez de former & faire registrer leurs oppositions sur les biens des Administrateurs, Scindics, & autres qui ont eu le maniment de leurs biens.

ARTICLE LVIII.

LES Mineurs seront neantmoins tenus, dans l'an après leur majorité, de former leur opposition sur les biens de leurs Tuteurs, Protuteurs, ou Cu-

rateurs comptables, & de la faire enregistrer en la maniere cy-dessus: auquel cas ils seront conservez dans leurs hypoteques du jour de l'Acte de Tutelle; & si leur opposition n'est registrée qu'après l'année de leur majorité, elle n'aura effet que du jour de l'enregistrement.

ARTICLE LIX.

LES Tuteurs, Protuteurs & Curateurs comptables seront tenus de former & faire enregistrer leurs oppositions sur les biens des Débiteurs de leurs Mineurs pour la conservation de leurs hypoteques, à peine de payer en leurs noms les sommes que les Mineurs auroient perduës, à faute d'avoir fait les Enregistrements.

ARTICLE LX.

EXCEPTIONS pareillement les hipoteques des femmes sur les biens de leurs maris, pour dot, douaire, & autres droits procedans de leurs mariages.

ARTICLE LXI.

ELLES auront aussi indemnité & hypoteque du

jour de leur contract de mariage, sur les biens de leurs maris, pour les obligations dans lesquelles elles seront entrées avec eux, encore qu'elles n'ayent formé, ni fait enregistrer aucune opposition.

ARTICLE LXII.

LES Creanciers qui auront formé & fait enregistrer leur opposition sur les biens du mari, dans les quatre mois du jour du contract ou obligation, en laquelle la femme sera entrée conjointement avec son mary & pour luy, auront aussi hypothèque sur les biens du mary, du jour du contract de mariage; autrement l'indemnité ne pourra avoir un effet retroactif au contract de mariage, & ils n'auront hypothèque que du jour de l'enregistrement.

ARTICLE LXIII.

LES femmes separées de biens d'avec leurs maris, seront tenuës de former & faire enregistrer leurs oppositions sur les biens de leurs maris, pour la conservation des hypothèques à elles appartenans, dans les quatre mois de l'acte ou jugement de separation; autrement, & les quatre mois passez, elles ne seront mises en ordre avec les Creanciers qui auront fait enregistrer leurs oppositions, que du jour de l'enregistrement par elles fait.

ARTICLE

ARTICLE LXIV.

LES veuves seront aussi tenues de former & faire enregistrer leurs oppositions dans l'année du jour du décès de leurs maris ; autrement elles n'auront hypoteque sur les biens que du jour qu'elles auront fait registrer leur opposition.

ARTICLE LXV.

EXCEPTIONS pareillement de la necessité des Enregistremens , le Doüaire des enfans és Coutumes où il leur est propre ; neantmoins ceux qui seront majeurs, seront tenus de former leur opposition , & la faire enregistrer dans les quatre mois du décès du pere ; autrement ils n'auront hypoteque sur ses biens que du jour de l'Enregistrement.

ARTICLE LXVI.

LES biens des Receveurs des Consignations & des Commissaires aux Saïfies reelles , acquis depuis qu'ils ont esté receus en leurs charges , demeureront affectez & hypotequez aux creanciers des Consignations & des Saïfies reelles par pré-

N

férence, sans qu'il soit besoin d'enregistrer aucune opposition : & à l'égard des biens que les Receveurs des Consignations & Commissaires aux Saisies réelles auront acquis avant leur réception & prestation de Serment, les Creanciers des Consignations & des Saisies réelles y auront hypothèque du jour de leur réception & prestation de serment, sans qu'ils soient tenus de faire aucun Enregistrement.

ARTICLE LXVII.

LES Seigneurs féodaux ou censiers ne seront tenus pour la conservation de leurs droits, soit qu'ils soient écheus ou non, de faire aucune opposition ni enregistrement sur les héritages, fiefs, & droits, estans en leur censive & mouvance ; mais à l'égard des autres biens, ils seront tenus de faire leur opposition, & la faire enregistrer, comme tous les autres Creanciers.

ARTICLE LXVIII.

IL ne sera point aussi nécessaire de faire aucun Enregistrement sur les héritages chargés d'un usufruit, établis par les Ordonnances, le Droit & les Coutumes ; mais à l'égard des autres biens de ce-

lui qui sera obligé à l'usufruit , l'usufruitier sera tenu d'y former son Opposition , & de la faire enregistrer comme tous les autres Creanciers.

ARTICLE LXIX.

Si l'usufruit est constitué par convention seulement , il sera sujet à l'enregistrement , sans neantmoins déroger à l'Article L X. concernant les conventions des femmes.

ARTICLE LXX.

VOULONS que les Beneficiers soient maintenus dans le privilege à eux appartenant , pour les degradations & reparations des bastimens & lieux dépendans de leurs Benefices , sur les biens des precedens Titulaires , du jour de leur prise de possession , sans qu'ils soient tenus de faire aucune opposition ni enregistrement pour la conservation de leur Privilege.

ARTICLE LXXI.

ABROGEONS l'usage des Saisines & Nantissements pour acquérir hypoteque & préférence, dérogeant pour cet effet à toutes Coustumes contraires.

N ij

ARTICLE LXXII.

NEANTMOINS ceux dont les Contrats ont été nantis ou enlaînez , seront conservez dans leurs préférences , pourveu qu'ils forment leur opposition , & qu'ils la fassent registrer dans les six mois , à commencer du premier jour du mois de Juillet de la présente année , autrement & à faute de l'avoir fait dans les six mois , ils n'auront preference que du jour que leurs oppositions auront été enregistrées.

ARTICLE LXXIII.

LES Greffiers seront tenus de délivrer à ceux qui les en requerront des Extraits des Enregistremens qui seront sur leurs Registres , ou des Certificats qu'il n'y en a aucun , aux peines portées par l'Article XI.

ARTICLE LXXIV.

ILS seront responsables de la verité de leurs Certificats , s'il se trouve des oppositions , lors qu'ils auront certifié qu'il n'y en a point ; ou s'il s'en trouve d'autres que celles mentionnées dans l'Extrait qu'ils auront délivré.

ARTICLE LXXV.

ILs seront tenus de comprendre dans les Extraits qu'ils délivreront toutes les oppositions qui auront esté faites sur l'immeuble sur lequel les oppositions dont on demandera l'Extrait, auront esté faites.

ARTICLE LXXVI.

LES Greffiers ne prendront que trente sols pour chacun Enregistrement, & pareille somme pour chacun Extrait qu'ils délivreront : leur faisons défense d'exiger ni recevoir plus grands droits, encore qu'ils leur fussent volontairement offerts, à peine de concussion.

ARTICLE LXXVII.

LES Oppositions, Enregistremens, & autres Actes énoncez en nostre present Edict, seront faits conformément aux Formules mises sous le contre-scel d'iceluy, sans neantmoins que l'obmission d'aucuns des mots qui y sont employez puisse induire la nullité des actes.

ARTICLE LXXVIII.

VOULONS que nostre present Edit soit ponctuellement gardé & observé dans tout nostre Royaume, Terres, & Pays de nostre obeissance, à commencer au premier jour du mois de Juillet de la presente année, nonobstant toutes Ordonnances, Loix, Coutumes ou Statuts, Reglemens, Stiles & Usages differens ou contraires aux dispositions y contenues, qui demeureront abrogées.

S I DONNONS EN MANDEMENT à nos ainez & feaux Conseillers, les Gens tenans nos Cours de Parlement à Paris, que ces Presentes ils fassent lire, publier & registrer, & le contenu en icelles garder & observer selon la forme & teneur, cessans & faisans cesser tous empeschemens qui pourroient estre mis ou donnez au contraire: CAR tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, Nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes. Donné à Versailles au mois de Mars, l'an de grace mil six cens soixante-treize; & de nostre regne le trentième. Signé, LOUIS.
Et plus bas, Par le Roy, COLBERT. Et à costé est écrit, Visa, DALIGRE. Edit d'Etablissement de Greffes d'Enregistremens des Oppositions. Et

scellé du grand sceau de cire verte sur lacs de foye rouge & verte.

Leu , publié , & enregistré , Oui , & ce requérant le Procureur General du Roy , pour estre executé selon sa forme & teneur. A Paris en Parlement , le Roy y seant en son lit de Justice , le vingt-troisième Mars mil six cens soixante-treize.

Signé, Du TILLET.

Leu , publié , & enregistré en la Chambre des Comptes , Oui & ce consentant le Procureur General du Roy , du tres-exprés commandement de sa Majesté , porté par Monsieur le Duc d'Orleans son Frere unique , venu exprés en ladite Chambre , assisté du sieur du Plessis-Praslin , Marechal , Duc & Pair de France , & des sieurs Pussort & de Bénard-Rezé , Conseillers d'Etat ordinaires , le vingt-troisième Mars mil six cens soixante-treize.

Signé, RICHER.

Leu , publié , & enregistré du tres-exprés commandement du Roy , porté par Monsieur le Prince de Condé , premier Prince du Sang , assisté du sieur de Grancey de Medavy , Marechal de France , & des

seurs Voisin & de Fieubet, Conseillers ordinaires du Roy; Oui, ce requérant & consentant son Procureur General, pour estre executé selon sa forme & teneur: & ordonné que copies collationnées seroient envoyées es Sièges des Elections, Greniers à Sel, & autres Jurisdicitions du ressort de la Cour, pour y estre pareillement leuës, publiées, & enregistrées. Enjoint aux Substituts dudit Procureur General du Roy esdits Sieges d'en certifier la Cour au mois. A Paris en la Cour des Aydes, les Chambres assemblées, le vingt-troisième Mars mil six cens soixante-treize.

Signé, BOUCHER,



FORMULES



FORMULES

DES ACTES

ORDONNEZ PAR L'EDIT
des Enregistremens des
Hypoteques.

*FORMULE DU PROCES VERBAL
du Paraphe du Registre , suivant
l'Article v.*

L'AN mil six cens soixante le
jour d
pardevant Nous
est comparu Maître
Greffier des Enregistremens du
lequel nous a représenté un Registre in folio , couvert de
contenant
feuillets blancs, pour servir à l'Enregistrement des Oppositions qui
feront faites suivant l'Edit du mois de Mars 1673. lesquels
feuillets dudit Registre Nous avons cottez & paraphes les an &
jour que dessus ; & a ledit Greffier signé avec Nous le present Pro-
cez verbal.

O

106 Formules pour les Hypoteques.

Formule de Procès verbal de la verification des feuillettes du Registre, suivant les Articles

VIII. & IX.

Avant ou après midy.
L'AN mil six cens soixante le
jour d^a
midy, le Registre du Greffe des Enregistremens du Siege du
a esté representé par de-
vant Nous par
Greffier desdits Enregistremens, & avons trouvé que depuis le
jour d
jusques à ce jourd'huy, il y a feuillettes
tous écrits dudit Registre sans aucuns blancs, dont Nous avons don-
né Acte audit Greffier qui a
signé avec nous.

S'il y a du blanc, en sera fait mention.

Formule des Actes d'Opposition, suivant les Articles

XIII. XIV. & XV.

Bailiage, Sent-chaussée, ou Presidial.
L'AN mil six cens soixante le
jour d^a
midy, est comparu au Greffe des Enregistremens du
Maistre
ou fondé de Procuration
de
passée pardevant
le lequel a déclaré qu'il forme son
Opposition, pour estre conservé en ses droits
sur situé à
dans le ressort du
appartenant à
& ce suivant le Contrat passé au profit dudit
Opposant par ledit
pardevant
le jour d

D'hypoteque, privilege, ou preference.

Contrat, Sentence, ou autre titre.

Et s'il n'y a Minut le déclarer.

Formules pour les Hypoteques. 107

signé de
entre les mains de
par lequel Contract il est porté
& à l'effet de la presente Opposition, a l'Opposant élu son domicile
en la maison de
de la presente Ville, rue
& a signé avec moy Greffier soussigné.

Formule du changement de domicile, suivant l'Article xx.

L'AN mil six cens soixante le
jour d a
midy, est comparu au Greffe des Enregistremens de
Maître
ou porteur de la Procuration
de passé pardevant
le
lequel a déclaré qu'il a révoqué, comme il révoque par le present
acte, l'élection de domicile faite par l'Acte d'Opposition inserée au
present Registre le
jour d feuillet
& au lieu d'iceluy, a de nouveau élu son domicile en la maison
de de la presente
Ville, rue à l'effet de
ladite Opposition, & a signé avec moy Greffier soussigné.

Formule de l'Opposition en sous-ordre, suivant l'Article xxxiv.

L'AN mil six cens soixante le
jour d a
midy, est comparu au Greffe des Enregistremens du
Maître
ou porteur de la Procuration
de

O ij

108 *Formules pour les Hypothèques.*

passée pardevant
le
de
son Opposition ; pour estre conservé en ses droits d'Hypothèque,
Privilege ou Préférence , & estre colloqué en sous-ordre au lieu &
place de
son Debiteur , en vertu du Contrat passé à son profit par ledit

à
lequel comme Creancier
a déclaré qu'il formoit
à
le
mil six cens
dont la minute est demeurée es
pardevant
jour d
signé de
mains de
par lequel Contrat il est porté
& ce sur
situé à
dans le ressort d
appartenant à
Debiteur dudit
à l'effet de laquelle
Opposition a l'Opposant élu son domicile en la maison de
de la présente Ville,
& a signé avec moy
rue
Greffier soussigné

Formule de la Signification des Contrats d'Acquisition, suivant les Articles XLII. & XLIII.

L'AN mil six cens soixante
jour d
mady, à la requeste de
demeurant à
je
Huissier immatri-
culé à
residant à
soussigné, ay signifié, & baillé copie à
en la maison de
de
domicile par luy élu par l'Acte
d'Opposition faite au Greffe des Enregistremens de ladite Ville de
le
jour du mois de
mil six cens

en parlant à
du Contract passé à son profit par
le jour du mois de
mil six cens pardevant Notaire à
par lequel il est porté
à ce qu'il n'en ignore ; & a élu ledit
son domicile en la maison de
de la presente Ville , rue
Fait en la presence de
temoins, qui ont signé avec moy l'Original & la Copie du present
Exploit. Contrôlé le jour de
mil six cens soixante

*Formule de l'Enregistrement de l'Exploit cy-dessus
à la marge des Oppositions , suivant
l'Article XLIV.*

L'An mil six cens soixante le
jour d a
midy, est comparu au Greffe des Enregistremens de
Maistre
lequel a representé le Contract d'aquisition par luy fait de
passé le
jour de mil six cens
pardevant Notaire à
signifié à sa requeste à
Exploit du fait par
Sergent à

par

*Formule de la Signification des Saisies réelles avant
le Congé d'adjuger, suivant les Articles
XLVII. & XLVIII.*

L A N mil six cens soixante le
 jour d
 midy , à la requeste de

HO. Formules pour les Hypoteques.

demeurant à je
 Huissier immatriculé à résidant
 à soussigné, ay signifié, & baillé co-
 pie à en la maison
 de en la Ville
 de domicile élu par l'Acte
 d'Opposition faite au Greffe des Enregistrements de ladite Ville de
 en parlant
 à de la saisie réelle faite à la reques-
 te dudit le
 par Huissier à
 de situé en la Parroisse de
 réellement saisi sur & déclai-
 ré que ladite saisie réelle se poursuit pardevant
 & que Maître est Procureur dudit
 Fait en la présence de
 demeurant à & de
 demeurant à témoins, qui ont
 signé avec moy Huissier soussigné, l'Original & la Copie du présent
 Exploit. Contrôlé le jour d
 mil six cens soixante

Formule touchant les Appropriations de Bretagne, suivant les Articles XLIX. & L.

L'AN mil six cens soixante. le
 jour d a
 mudy, à la requête de
 demeurant à je
 Huissier immatriculé à résidant à
 soussigné, ay signifié, & baillé copie à
 en la maison de en la Ville
 de domicile élu par l'Acte d'Opposi-
 tion faite au Greffe des Enregistrements de ladite Ville, le
 en parlant à

Formules pour les Hypoteques. III

du Contrat passé le Notaire à pardevant
 par lequel ledit a acquis
 situez en la Parroisse de
 & déclaré que ledit poursuivra
 l'Appropriance desdits heritages pardevant
 suivant la forme prescrite par la Coustume de Bretagne, & qu'il a
 constitué Maître Procureur pour
 ladite poursuite. Fait en la presence de
 demeurans à témoins, qui ont signé
 avec moy Huissier soussigné, l'Original & la Copie du present Exploit.
 Contrôlé le jour d mil six cens soixante

Formule du Procès verbal qui fera mention sur le Registre des Significations faites pour raison des Decrets & Appropriances, suivant l'Article L I.

L AN mil six cens soixante le
 jour d à
 midi, Maître a représenté une Signi-
 fication du faite à
 par Huissier immatriculé à
 résidant à d'un Contrat passé le
 pardevant Notaire à
 par lequel ledit a acquis de
 situé en la Parroisse de
 & par ladite signification a déclaré qu'il poursuivroit l'Appropriance
 de pardevant
 dont Nous faisons icy mention, suivant l'Article cinquante-un de
 l'Edit des Enregistremens.

FAIT & arrêté au Conseil Royal des Finances,
 tenu par Sa Majesté à Versailles le vingt-unième.
 jour de Mars mil six cens soixante-treize.
 Signé, COLBERT.

Leuës, publiées, & registrées, Oüi, & cèrequerant le Procureur General du Roy, pour estre executées selon leur forme & teneur. A Paris en Parlement, le Roy y seant en son lit de Justice, le vingt-troisième Mars mil six cens soixante-treize. Signé, DU TILLET.

Leuës, publiées, & registrées en la Chambre des Comptes, Oüi & ce consentant le Procureur General du Roy, du tres-exprés commandement de s^a Majesté, porté par Monsieur le Duc d'Orleans son Frere unique, venu exprés en ladite Chambre, assisté du sieur du Plessis-Praslin, Maréchal, Duc & Pair de France, & des sieurs Passort & de Bénard-Rezé, Conseillers d'Etat ordinaires, le vingt-troisième Mars mil six cens soixante-treize. Signé, RICHER.

Leuës, publiées, & registrées du tres-exprés Commandement du Roy, porté par Monsieur le Prince de Condé, premier Prince du Sang, assisté du sieur de Grancey de Madauy, Maréchal de France, & des sieurs Voisin & de Fieubet, Conseillers ordinaires du Roy, Oüi, ce requérant & consentant son Procureur General, pour estre executées selon leur forme & teneur : & ordonné que copies collationnées seront envoyées és Sieges des Elections, Greniers à Sel, & autres Jurisdictions du ressort de la Cour, pour y estre pareillement leuës, publiées, & enregistrées. Enjoint aux Substituts dudit Procureur General du Roy esdits Sieges, d'en certifier la Cour au mois. A Paris en la Cour des Aydes, les Chambres assemblées, le vingt-troisième Mars mil six cens soixante-treize. Signé, BOUCHER.

DECLARATION

DECLARATION

D U R O Y,

*SUR LA FORME DE L'EN-
registrement des Edits & Lettres Pa-
tentés concernant les affaires du Roy dans
les Compagnies.*



LOUIS PAR LA GRACE DE
DIEU ROY DE FRANCE ET DE
NAVARRÉ, A tous ceux qui ces
présentes Lettres verront, SALUT.
Comme il importe à nostre Ser-
vice & au bien de nostre État, que nos Or-
donnances, Edicts, Déclarations & Lettres Pa-
tentés concernant les affaires publiques, éma-
nées de nostre autorité & propre mouvement,
soient incessamment registrées en nos Cours, pour
estre publiées & executées, Nous aurions pour
prévenir les longueurs desdits Enregistremens, en-

P

114 *Pour l'Enregistrement des Edits, &c.*

tre autres choses ordonné par les Articles deux & cinquième du Titre premier de nostre Ordonnance du mois d'Avril mil six cens soixante-sept, que nos Cours qui se trouveroient dans le lieu de nostre séjour, seroient tenuës de Nous représenter ce qu'elles jugeroient à propos, sur le contenu esdites Ordonnances, Edicts, Declarations, & Lettres Patentes, dans la huitaine après leur Délibération; & les Compagnies qui en seroient plus éloignées, dans six semaines; après lequel temps, elles seroient tenuës pour publiées & registrées. Et d'autant que les différentes interpretations, qui seroient données à la disposition desdits Articles, pourroient estre préjudiciables au bien de nostre Service, & aux pressantes affaires de nostre Etat, par le retardement qui seroit apporté à l'exécution de nos Ordres, Nous avons resolu d'expliquer sur ce nos intentions par nos Lettres de Declaration à ce nécessaires. **A C E S C A U S E S**, de l'Avis de nostre Conseil, qui a veu lesdits Articles deux & cinquième du Titre premier de nostre Ordonnance du mois d'Avril mil six cens soixante-sept, & de nostre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, Nous avons dit & déclaré, & par ces présentes signées de nostre main, disons & declérons, voulons & nous plaist, que nos Procureurs Generaux, qui

Pour l'Enregistrement des Edits, &c. 115
recevront nosdites Ordonnances, Edits, Declarations & Lettres Patentes, expediees pour affaires publiques, soit de Justice ou de Finance, emanées de nostre seule autorité & propre mouvement, sans partie, avec nos Lettres de Cachet, portans nos Ordres pour l'Enregistrement d'icelles, soient tenus de s'en charger sur le Registre du Maistre des Couriers, ou d'en donner leur certification en forme à ceux qui leur rendront les depeschés de nostre part. Comme aussi, qu'incontinent que nos Procureurs Generaux auront receu nos Lettres, ils en informent le Premier President, ou celui qui presidéra en son absence; luy demandent, si besoin est, l'Assemblée des Chambres ou des Semestres, laquelle le Premier President convoquera dans trois jours, où nos Procureurs Generaux presenteront les Edits, Ordonnances, Declarations & Lettres Patentes, dont ils seront chargez, avec nos Lettres de Cachet. Le Premier President distribuera sur le champ nosdites Lettres Patentes, sur lesquelles le Conseiller Rapporteur mettra le *Soit monstré*, & les rendra à nostre Procureur General avant la levée de la seance. Nos Procureurs Generaux donneront dans vingt-quatre heures apres leurs Conclusions sur le contenu ausdites Lettres, & les rendront au Conseiller Rapporteur. Trois jours après

P ij

116 *Pour l'Enregistrement des Edits, &c.*
le Conseiller Rapporteur en fera son rapport ; & à cet effet celui qui presidera , assemblera les Chambres ou Semestres en la maniere accoutumée , & fera délibérer sur icelles , toutes affaires cessantes , même la visite & jugement des procès criminels , & les propres affaires des Compagnies. D E F E N D O N S à nos Cours de recevoir aucunes oppositions à l'Enregistrement de nosdites Lettres Patentes , aux Greffiers d'icelles de les enregistrer , & à tous Huissiers d'en faire la signification , à peine de suspension de leurs charges , soit qu'elles soient faites de la part des Corps , Communauté ou Particuliers , de quelque qualité qu'ils puissent estre , ou par les Syndics , Procureurs Generaux ou Assemblées des Communauté , sauf à eux à se retirer pardevant Nous pour leur estre pourveu. V O U L O N S que nos Cours ayent à enregistrer purement & simplement nos Lettres Patentes , sans aucune modification , restriction , ni autres clauses qui en puissent surseoir ou empêcher la pleine & entière execution. Et neantmoins où nos Cours en délibérant sur nos Lettres , jugeroient nécessaire de Nous faire leurs Remonstrances sur le contenu ; le Registre en sera chargé , & l'arresté rédigé ; après toutesfois que l'Arrest d'Enregistrement pur & simple desdites Lettres aura esté donné séparément

Pour l'Enregistrement des Edits , &c. 117
de l'arresté qui aura ordonné lefdites Remonstrances ; & en consequence , celui qui aura presidé pourvoira à ce que les Remonstrances soient dressées dans la huitaine par les Commissaires de la Compagnie qui seront par luy députez , pour estre délivrées à nostre Procureur General , avec l'Arrest qui les aura ordonnées , dont il se chargera au Greffe. Les Remonstrances Nous seront faites ou présentées dans la huitaine par nos Cours de nostre bonne Ville de Paris , ou autres , qui se trouveront dans le lieu de nostre séjour ; & dans six semaines , par nos autres Cours des Provinces. En cas que sur le rapport qui Nous sera fait des Remonstrances , Nous les jugions mal - fondées , & n'y devoir avoir aucun égard , Nous ferons sçavoir nos intentions à nostre Procureur General , pour en donner avis aux Compagnies , & tenir la main à l'exécution de nos Ordonnances , Edits & Declarations qui auront donné lieu aux Remonstrances : & où elles Nous sembleront bien fondées , & que Nous trouverons à propos d'y déferer en tout ou partie , Nous enverrons à cet effet nos Declarations aux Compagnies , dont nos Procureurs Generaux se chargeront comme dessus , & provoqueront l'Assemblée des Chambres ou Semestres , les presenteront avec nos Lettres de Cachet au premier President en pleine seance , &

P iij

en requerront l'Enregistrement pur & simple. Ce que nos Cours feront tenuës de faire, sans qu'aucun des Officiers puisse ouvrir aucun avis contraire, ni nos Cours ordonner aucune nouvelle Remontrance sur nos premieres & secondes Lettres, à peine d'interdiction, laquelle ne pourra estre levée sans nos Lettres signées de nostre exprès commandement, par l'un de nos Secretaires d'Etat, & scellées de nostre grand sceau; Nous reservant d'user de plus grande peine s'il y échet; & sans que la presente clause puisse estre censée comminatoire, ni éludée pour quelque cause & sous quelque pretexte que ce puisse estre. Les Greffiers tiendront leurs feüilles des Avis & de toutes les Délibérations qui seront prises sur le sujet desdites Lettres, lesquelles ils feront parapher avant la levée des seances, par celui qui aura presidé, & remettront lesdites feüilles es mains de nos Procureurs Generaux, pour Nous estre envoyées: Et à cet effet, les Greffiers assisteront à la presentation qui sera faite de nosdites Lettres par nos Procureurs Generaux, & à toutes les Délibérations qui seront prises sur icelles, nonobstant tous Usages à ce contraires. N'entendons neantmoins comprendre aux dispositions cy-dessus nos Lettres Patentes expedées sous le nom & au profit des particuliers, à l'égard desquels les oppositions pourront estre receuës, & nos Cours

ordonner qu'avant y faire droit , elles seront communiquées aux Parties. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nostre Cour de Parlement à Paris, que ces Presentes ils ayent à registrer , & le contenu en icelles garder & observer selon la forme & teneur, nonobstant tous Reglemens , Usages, & autres choses à ce contraires, ausquelles Nous avons dérogé & dérogeons : Car tel est nostre plaisir. En témoin dequoy Nous, avons fait mettre nostre scel à ces Presentes. DONNÉES à Saint Germain en Laye , le vingt-quatrième jour de Février, l'an de grace mil six cens soixante & treize : Et de nostre regne le trentième. Signé, LOUIS; Et plus bas , Par le Roy, COLBERT: Et scellées du grand sceau de cire jaune.

Leuës, publiées, & registrées, Oûi, & ce requerant le Procureur General du Roy, pour estre executées selon leur forme & teneur. A Paris en Parlement , le Roy y seant en son lit de Justice , le vingt-troisième Mars mil six cens soixante-treize. Signé, DU TILLET.

Leuës, publiées, & registrées en la Chambre des Comptes, Oûi & ce consentant le Procureur General du Roy , du tres-exprés commandement de sa Majesté , porté par Monsieur le Duc d'Orleans son Frere unique, venu exprés en ladite Chambre , assiste du sieur du Plessis-Praslin , Maréchal, Duc & Pair de France , & des sieurs Pussort & de Bénard-Rexé , Conseillers

d'Estas ordinaires , le vingt-troisième Mars mil six cens soixante-treize. Signé , RICHER.

Leuës , publiées , & registrées du tres-exprés Commandement du Roy , porté par Monsieur le Prince de Condé , premier Prince du Sang , assisté du sieur de Grancey de Medavy , Maréchal de France , & des sieurs Voisin & de Fieubet , Conseillers ordinaires du Roy , Oûi , ce requérant & consentant son Procureur General , pour estre executées selon leur forme & teneur : & ordonné que copies collationnées seront envoyées es Sieges des Elections , Greniers à Sel , & autres Jurisdictions du ressort de la Cour , pour y estre pareillement leuës , publiées , & enregistrées. Enjoint aux Substituts dudit Procureur General du Roy esdits Sieges , d'en certifier la Cour au mois. A Paris en la Cour des Aydes , les Chambres assemblées , le vingt-troisième Mars mil six cens soixante-treize. Signé , BOUCHER.



TABLE

T A B L E
DES MATIERES
PRINCIPALES.

<p>A CQUEURS d'im- meubles tenus de faire signifier leurs titres pour acquérir prescrip- tion. & à qui. <i>page</i> 89 par qui les significations en seront faites, & avec quelles solemnitez. <i>ibid.</i> <i>Voy la formule en la page</i> 108 mention sera faite sur le re- gistre des enregistremens, du titre, signification, date & du nom du Ser- gent. 90 <i>La formule de l'enregistrement de l'exploit est à la page</i> 109 <i>Actes faits par Banquerou- tiers en fraude des crean- ciers, nuls.</i> 43 <i>Action pour marchandises & denrées vendues en dé- tail, dans quel temps sera</i></p>	<p>intentée, & par qui. 6 <i>Quid</i> s'il y a continuation de fourniture ou d'ou- vrage. <i>ibid.</i> <i>Advocats</i> mettront au pied de leurs écritures leur reçu. 69 <i>Advocats & Procureurs</i> du Roy és Bailliages, Senef- chaussées, &c. ne pour- ront prendre aucuns droits pour rapports & conclusions à l'Audien- ce. 63 ne pourront prendre épices pour signature de Sen- tence par appointé. <i>ibid.</i> <i>Advocats & Procureurs</i> Fis- caux de mesme. <i>ibid.</i> <i>Age</i> requis pour estre Mar- chand. 4 <i>Agens</i> de Change, quels ceux qui ne le pourront</p>
--	--

Q

T A B L E

estre.	9	toute société contiendra
quel livre journal obligez		clause de se soumettre à
de tenir.	10	<i>Arbitres.</i>
par qui cotté, signé & paraphé.	11	en cas de deccds ou absence
<i>Alienans</i> heritages, rentes		de l'un des <i>Arbitres</i> , ce
ou autres immeubles, ce		qui sera fait. <i>ibid.</i>
qu'ils seront tenus de declarer.	83	en cas de partage d'opinions, ce qui sera fait. <i>ib.</i>
quelle <i>Amende</i> contre les		sur quoy pourront juger. 18
Greffiers refusans la		où leurs Sentences Arbitra-
communication des <i>Arrests</i> & Jugemens mis au Greffe.	60	les seront homologuées. <i>ibid.</i>
<i>Antidates</i> es ordres de lettres de change prohibées.	27	en <i>Arrest</i> portant le veûde titres & capacitez en matieres beneficiales, nulles épices.
<i>Apprentifs</i> Marchands, quel temps seront tenus d'accomplir.	3	La communication des <i>Arrests</i> & Jugemens ne pourra estre refusée aux parties, bien que les épices & vacations n'ayent esté payées.
leur <i>Apprentissage</i> fait, à quoy tenus.	<i>ibid.</i>	60
<i>Apprentissage</i> des enfans de Marchands, par quel temps reputé accompli.	<i>ibid.</i>	quelle <i>Amende</i> contre les refusans. <i>ibid.</i>
iceluy fait, à quoy tenus.	<i>ibid.</i>	<i>Artisans</i> dans quel temps tenus de demander leur payement.
<i>Apprentissage</i> comment sera prouvé & certifié.	4	<i>Aspirant</i> à la Maistrise en quels cas décheu d'icelle.
pour <i>Appropriance</i> d'immeuble situé en Bretagne ce qui est requis.	91	sur quoy sera interrogé. <i>ibid.</i>
<i>Formule de la signification</i>		nuls presens ne seront pris pour la reception, ni autres droits que ceux por-
page 110.		

DES MATIERES.

tez par les Statuts.	5	comment puni & pour-	
ne fera aucun festin.	<i>ibid.</i>	suivi.	<i>ibid.</i>
<i>Assignations</i> pour le com-		leurs auteurs, comment	
merce où seront don-		mulctez.	46
nées.	54	<i>Banquier</i> obtenant défenses	
<i>Associez</i> comment solidai-		de le contraindre, ou	
rement obligez.	16	lettres de répy, à quoy	
<i>Associez</i> en commendite,		tenu.	38
jusques à quelle concu-		cas auquel il en sera dé-	
rence.	<i>ibid.</i>	cheu.	39
qui aura fait contract d' <i>A-</i>		<i>Banquiers</i> reputez majeurs	
<i>termoyement</i> , ne pourra		pour le fait de leur ban-	
estre Agent de Change,		que.	5
ou de Banque, ou Cour-		quels livres obligez de te-	
tier de Marchandise.	9	nir.	10
<i>Aval</i> mis sur lettres de chan-		par qui cottez, signez &	
ge, ou autres semblables		paraphez.	11
concernant le commer-		<i>Beneficiers</i> non tenus à for-	
ce, à quoy engage.	29	mer opposition, ni à la	
sujet à la contrainte par		faire enregistrer pour les	
corps.	34	degradations & repara-	
<i>Ames</i> , poids & mesures,		tions des bastimens dé-	
quels doivent estre.	7	pendans de leurs Bene-	
		fices, sur les biens des	
		precedens titulaires.	
		99	

B

B ANQUEROUTE, quand		en matiere <i>Beneficiale</i> , nul-	
reputée ouverte.	42	les épices seront payées.	
en cas d'icelle, les privile-		pour Arrest portant les	
ges sur les meubles & les		titres & capacitez veuës.	
hypothèques conservez.	59		
44		de quel jour est l'hypothec-	
<i>Banqueroutier</i> , quel déclaré		que & preference sur les	
frauduleux.	45	<i>Biens</i> des Receveurs des	

Q ij.

T A B L E

Consignations , & des
Commissaires aux Sai-
sies reelles. 97

comme *Billet* sera reputé
billet de change. 27
porteur d'un *Billet* negocié,
est tenu de faire ses di-
ligences , & dans quel
temps. 28

quelle mention feront les
Billets pour lettres de
change fournies. 27

quelle pour celles à four-
nir. *ibid.*

Billets de change payables
à un particulier y dé-
nommé , à qui reputez
appartenir. 28

à qui les doit-on nifier.
ibid.

contrainte par corps con-
tre ceux qui les auront
signez. 34

Voy *Lettres de Change*.

Bouchers dans quel temps
doivent intenter leur a-
ction , pour marchand-
ises par eux vendues en
détail. 6

Boulangers dans quel. *ibid.*

Bourreliers dans quel. *ibid.*

C

CERTIFICATS d'ap-
prentissage n'estant
trouvez veritables , à
quelle peine l'Aspirant à
la Maistrise est sujet. 4

Greffiers des Enregistre-
mens , quand responsa-
bles de leurs *Certificats*.
100

Cession de biens , à l'égard
de Marchands ou de
Banquiers , quand non
receuë. 39

ce qu'ils seront tenus de
faire , pour estre receus
au benefice de *Cession*.
41

quels étrangers n'y seront
receus. *ibid.*

Cessions & transports faits
par un Banqueroutier en
fraude des creanciers ,
nulles. 43

Change ou Banque à qui
prohibez. 8. & 9

le prix du *Change* comment
sera réglé, 30

cas où rechange sera dû. 31

Contraintes par corps pour
lettres ou billets de
change, aval, &c. 34

DES MATIÈRES.

<i>Charges</i> desquelles seront exclus ceux qui auront obtenu des défenses générales. 40	<i>missaires.</i> 66
<i>Charpentiers</i> dans quel temps doivent demander leur paiement. 5	<i>Commissaire</i> aux Saisies réelles, de quel jour est l'hypothèque & la préférence sur ses biens. 97
<i>Clercs</i> ou Commis de Présidens, &c. quels droits pourront prendre, & quelle peine en cas de contravention, & quelle preuve sera admise à l'encontre d'eux. 70	<i>Communication</i> des Arrêts & Jugemens mis au Greffe, ne pourra être refusée aux parties, encore que les épices n'aient été payées. 60
associez en <i>Commendite</i> , jusqu'à quelle concurrence obligez. 16	Aucuns droits pour <i>Conclusions</i> données à l'Audience. 63
Jugemens par <i>Commissaires</i> , défendus. 64	Aucuns pour l'enregistrement d'icelles. 64
permis par petits <i>Commissaires.</i> 65	quels procès le grand <i>Conseil</i> pourra juger par Commissaires. 66
quel ordre sera tenu pour le faire. <i>ibid.</i>	<i>Receveurs des Consignations</i> , de quel jour est l'hypothèque & préférence sur leurs biens. 100
quels procès pourront être jugés par <i>Commissaires</i> , & quels non. <i>ibid.</i>	quand il y a <i>Continuation</i> de fourniture de marchandises ou d'ouvrage, ce qui est nécessaire pour valider l'action intentée pour le paiement. 6
Les Audiences ni les Jugemens des procès à l'ordinaire ne seront quittez pour y travailler. 69	<i>Contrats</i> de mariage des Marchands grossiers & détailliers, portant derogation à la communauté; où la clause en sera
jours & lieux, ésquels il n'y sera travaillé. <i>ibid.</i>	
quels procès le grand Conseil pourra juger par <i>Com-</i>	

T A B L E

publiée & enregistrée. 36	res attribuées aux Juges
<i>Contraintes</i> par corps pour	& Consuls. 53.
lettres ou billets de chan-	<i>Creanciers</i> opposans sur im-
ge, aval, &c. 34	meubles, que tenus de
mêmes <i>Contraintes</i> pour	declarer touchant leur
l'exécution des contractz	situation, denomina-
maritimes, & dépen-	tion, &c. 80
dances. 35	quel avantage ils en tire-
<i>Courtiers</i> de marchandise,	ront. 81
ce qui leur est prohibé	en quels cas les <i>Creanciers</i>
& permis. 8.	qui n'auront fait enregi-
quels ceux qui ne le pour-	strer aucune opposition,
ront estre. 9.	seront conservez. 82
<i>Cousturiers</i> dans quel temps	les privilegiez, comme
pourront intenter leur	conservez. 83
action. 6	<i>Creanciers</i> opposans sur les
<i>Conveniens</i> dans quel temps	biens acquis par leurs de-
doivent demander leur	biteurs depuis l'hypo-
payement. 5	theque créée à leur pro-
<i>Creanciers</i> , & de la nullité	fit, en quels cas prefe-
des actes faits en frau-	rez. 84.
de d'eux. 43	<i>Creancier</i> d'un debiteur dé-
resolutions prises en leurs	funt, en quel cas, & de
assemblées à la pluralité	quel jour aura hypothe-
des voix, comment exe-	que sur les biens de l'he-
cutees. <i>ibid.</i>	ritier. 86
comment leurs voix pre-	en quel cas les <i>Creanciers</i>
vaudront. <i>ibid.</i>	de l'heritier luy seront
en cas de refus de signer	preferez. <i>ibid.</i>
par eux les deliberations,	<i>Creancier</i> originaire negli-
comme execu-	geant de s'opposer, son
tées. 44	creancier le pourra, &
où le <i>Creancier</i> peut faire	ce qu'operera l'enregi-
assigner dans les matie-	strement. 87

DES MATIERES.

- en parité de jour & heure
d'enregistrement après
les quatre mois, com-
ment les *Creanciers* se-
ront mis en ordre. 88
- comment le seront ceux
qui n'auront fait enregi-
strer. *ibid.*
- Creanciers* qui ont des hy-
potheques & privileges
acquis avant l'Edit, en
quel cas y seront con-
servez. 93
- Creanciers* qui auront for-
mé & fait enregistrer
leur opposition sur les
biens du mari dans les
quatre mois du contract
ou obligation où la fem-
me sera entrée, de quel
jour auront hypothèque.
96
- Cuisiniers* pour denrées ven-
duës en détail, dans
quel temps doivent in-
tervenir leur action. 6
- D
- E**'s *Debtes* écheuës par
succession, dona-
tion ou autrement, ce
qui sera de faire pour
conserver son hypothe-
que. 88
- pour différentes *Dettes*, vn
mesme acte d'opposition
& d'enregistrement suf-
fir, & en quel cas. *ibid.*
- Declaration* du Roy sur la
forme de l'enregistre-
ment des Edits & Let-
tres Patentes, concer-
nant les affaires du Roy
dans les Compagnies.
113
- Défenses* generales, ce qui
doit estre fait pour leur
validité. 38
- dans quel temps signifiées.
39
- cas d'en estre décheu.
ibid.
- charges desquelles sont ex-
clus ceux qui en auront
obtenu. 40
- Deniers* comptans & ceux
procedans de la vente
des meubles & effets
mobiliaires des Banque-
routiers, en quelles
mains seront mis. 44
- nuls Officiers n'assisteront
à la distribution des *De-
niers* deposez ou consi-
gnez. 62
- pour *Denrées* vendues en
détail, dans quel temps

T A B L E

se faut pourvoir.	6	observé.	102
où fera élection de domi-		<i>Enfans</i> des Marchands par	
cile l'opposant pour hy-		quel tempsreputez avoir	
potheque.	79	fait leur apprentissage.	
ne sera changé que par		3	
nouvelle élection, & ce		l'insinuation des dona-	
qu'observera l'opposant.		tions, & publications	
81		des substitutions non	
<i>Voyez-en la formule en la</i>		sujettes à l'Enregistre-	
<i>page 107.</i>		<i>ment.</i>	92
<i>Donations</i> faites par Ban-		aucune Sentence, Juge-	
queroutiers en fraude		ment & Arrest n'en	
des creanciers, nulles.		pourront suppléer le de-	
43		faut.	93
<i>Donaire</i> à l'égard des mi-		les hypotheques & privi-	
neurs, non sujet à l'op-		leges qu'a le Roy sur	
position, ni à l'enregi-		les biens des fermiers	
strement.	97	comptables, n'y sont su-	
<i>Voy Majeurs.</i>		jettes.	94
titres pour les <i>Droits</i> de si-		les femmes n'y sont su-	
gnature & de paraphe,		jettes.	95
seront rapportez dans		veuves y sont tenuës, &	
six mois.	61	dans quel temps.	97
nuls <i>Droits</i> pour l'enregi-		le donaire n'y est sujet	
strement des conclu-		à l'égard des mineurs.	
sions données à l'Au-		<i>ibid.</i>	
dience.	64	pour quels droits & biens	
		les Seigneurs feodaux	
		ou censiers y sont tenus,	
		ou non.	98
		l'usufruit n'y est sujet.	
		<i>ibid.</i>	
		les Beneficiers n'y sont te-	
		nus.	99
		dans	

E

E D I T d'établisse-
ment des Greffes
des Enregistremens, de
quel jour sera gardé &

DES MATIERES.

dans quel temps ceux dont
les Contracts sont nantis
& enfaînez, y sont te-
nus. 100

Voy Greffe des Enregistre-
mens.

des *Epices* & vacations pour
la visitation de Procès,
quelles & par qui seront
taxées. 58. & 59

pour quels Procès ne seront
taxées. 38. & 62

par qui seront payées. 59
qui aura presidé au Procès
les taxera, & où les écri-
ra. *Ibid.*

quoy que non payées, la
communication des Ar-
rests & Jugemens ne sera
refusée aux Parties. 60

la taxe des *Epices* sera re-
formée en prononçant
sur l'appel. 64

quelles *Epices* pour chacu-
ne vacation de Procès par
Commissaires. 68

Estat certifié de tous ses ef-
fets, quand & par qui
baillé. 38

Estrangers non naturalisez,
ne seront receus à ces-
sion. 41

Executions des Arrests, In-

cidens & suite des Procès
jugez par Commissaires,
ou veuës & jugées, &
pour quelle execution.
68

Executoires pour *Epices* dé-
fenduës, & qui pourront
estre délivrez. 61

F

Qui aura fait *Faillite* ne
pourra estre Agent de
Change, ou de Banque,
ou Courtier de marchan-
dise. 9

Faillite quand réputée ou-
verte. 42

A quoy tenus ceux qui l'au-
ront faite. *Ibid.*

Femmes non sujettes à l'op-
position ni à l'enregistre-
ment sur les biens de
leurs maris, pour les
droits procedans de leur
mariage. 95. & 99

de quel jour elles ont in-
dennité & hypothèque
pour les obligations, es-
quelles elles seront en-
trées avec eux. 95

Femmes séparées de biens
d'avec leurs maris, dans

R

T A B L E.

quel temps peuvent former & faire enregistrer leur opposition sur iceux, & en défaut de ce, de quel jour mises en ordre.

96

Aspirant à la maîtrise ne fera aucun festin. 5

Formules des Actes ordonnez pour les enregistrements des hypotheques, depuis la page 105. jusques à la page 111. ici incluse.

G

PRest sous *Gage*, comment sera fait. 32

Grand Conseil, quels Procès & quelles matieres pourra juger par Commissaires. 66

Grand Prevost de l'Hostel, & ses Lieutenans, quelle somme prendra pour chacune Vacation ou Epices de la visite & jugement des Procès. 69

Greffiers ou feront mention des Espices & Vacations, & des droits de Greffe & d'expéditions.

59

quelle amande contre eux; pour le refus de communication des Arrests & Jugemens mis au Greffe.

60

Greffe des Enregistremens, où sera établi. 75. & 78

Greffiers d'iceux, par qui pourvus, & comment receus. 75

tiendront registre, & comment cotté & paraphé.

Ibid.

comment les feüillets seront divisez. 76

ce qui sera mis à la premiere page dudit Registre:

Ibid.

quels droits aux Juges qui l'auront cotté & paraphé, & pour le Procès verbal. *Ibid.*

Défenses aux *Greffiers* de faire aucuns enregistrements que dans les *Greffes*, ni d'en tirer les Registres, & sous quelles peines. 78

en quels *Greffes* l'opposition pour hypotheque sera formée. *Ibid.*

sous quelle peine le *Greffier* sera tenu de délivrer Ex-

DES MATIERES.

<p>trait de son Registre, & ce qui y sera cotté. 81 & 100 ce qu'ils seront tenus de comprendre dans les Extraits qu'ils délivreront. 101. ce qu'ils prendront pour chacun Enregistrement & Extraict. <i>Ibid.</i> <i>Greffiers</i> quand responsables de leurs certificats. 100 <i>Voy Registre du Greffier des Enregistremens.</i></p>	<p>dé entre les Opposans. 84 les <i>Hypotheques</i> & privileges qu'a sa Majesté sur les biens des Fermiers comptables, non sujettes à l'enregistrement. 94 les <i>Hypotheques</i> des mineurs sur les biens de leurs Tuteurs, Protuteurs, ou Curateurs comptables. n'y sont sujettes. <i>ibid.</i> y tenus dans l'an après leur majorité. <i>ibid.</i> ceux qui jouissent du privilege des mineurs, n'en sont dispensés. <i>ibid.</i> De quel jour est l'<i>Hypotheque</i> sur les biens des Receveurs des Consignations, & des Commissaires aux saisies Reelles. 97</p>
--	--

H

<p>H <i>Eritiers</i> de Marchands & <i>Negotians</i>, quand peuvent estre convenus pardevant les Juges & Consuls, & quand & comment renvoyez. 53 Creanciers d'un <i>Heritiers</i> en quels cas preferez au creancier du deffunt 86 <i>Hypotheque</i> conservée aux creanciers, en cas de banqueroute. 43 apposition pour <i>Hypotheque</i>, en quels Greffes des Enregistremens sera formée. 78 ordre d'<i>Hypotheque</i>, sera gar-</p>	<p>De quel jour est l'<i>Hypotheque</i> sur les biens des Receveurs des Consignations, & des Commissaires aux saisies Reelles. 97 <div style="text-align: center;">I</div> <i>Insinuation</i> des donations sujette à l'enregistrement. 92 défendu aux <i>Negotians</i> de comprendre l'<i>Interest</i> avec le principal dans les Lettres ou Billers de Change. 30 l'<i>Interest</i> d'<i>interest</i> à eux</p>
---	--

R ij

TABLE

prohibé.	<i>Ibid.</i>	mariages & mortuaires.
l' <i>Intereſt</i> du principal & du	70	quels droits prendront
change, de quel jour		pour la cote & paraphe
ſera deu.	32	du Regiſtres des Greſ-
dans quel temps les Mar-		fiers des Enregiſtrements.
chands feront <i>Inventaire</i> ,	76	
recollement & renou-		<i>Juges & Conſuls</i> , de quels
vellement de leurs ef-		Billets & Lettres de
fets.	13	Change connoiſtront.
Livres <i>Voutnaux</i> de Nego-		47. & 48.
tians, Marchand, Agens		connoiſtront des differends
de Change & de Ban-		des Marchands, Arti-
que, que contiendront,		fans & gens de meſtier.
comme ſignez, & par qui	48	
paraphez. 10. 11. & ſuiv.		des gages, ſalaires, & pen-
en quel cas la representa-		sions, pour fait de trafic,
tion en pourra eſtre re-		& de qui. <i>Ibid.</i>
quiſe & ordonnée en juſ-		de quoy ne connoiſtront.
tice.	13	49
taxes & ſalaires, en quels		connoiſtront du Commer-
cas défendus aux Juges.		ce de la mer & des Foi-
61		res. <i>Ibid.</i>
A eux défendu de <i>Juger</i>		des Lettres royales inci-
Procès par Commiſſai-		dentes aux affaires de
res, ni de commettre à		leur competence. 50
jours & heures extraor-		en quel cas ceux qui ne
dinaires pour calculer,		ſont Marchands, peu-
voir Titres, & Arreſts,		vent convenir pardevant
dattes & points de fait.		eux des Marchands &
64		Artiſans. <i>Ibid.</i>
défendu à tous <i>Juges</i> de		comment leurs procédures
rien prendre pour le pa-		ſeront faites. 51
raphe des ſeuillettes des		nonobſtant quoy ils pour-
Regiſtres des Baptêmes,		

DES MATIERES.

ront juger és matieres tion. 20
de leur competence. porteurs d'icelles, elles es-
ibid. tant acceptées, ou le
à quoy & quand ils doivent payement escheant à jour
déferer. *ibid.* certain, ce qu'ils doivent
toutes revocations de pro- faire. *ibid.*
ceder pardevant eux pro- les usances pour le paye-
hibées, & sous quelles ment d'icelles, de com-
peines. 52 bien de jours. *ibid.*
comment les Veuves & reglement du 2. Juin 1667.
Heritiers des Marchands pour le fait des Lettres
& Negocians, y peuvent concernant le commerce
estre convenus, & quand *Lyon*, sans innovation.
renvoyez. 53 21.

où, dans les matieres à eux porteurs d'icelles comment
attribuées; le creancier pourront agir. 22
peut faire assigner. *ibid.* ceux qui les auront tiré ou
pardevant quels Juges & endossé, comment &
& Consuls les assignations dans quels delais pour-
pour le Commerce ma- suivis en garantie. *ibid.*
ritime seront données. comment seront comptez
14 lesdits delais. 23

L

LETTES de change iceux passoz les porteurs
que contiendront. 19 non recevables. *ibid.*
comment seront acceptées. ce que les tireurs ou endos-
ibid. seurs de Lettres seront te-
en cas de protest, par qui nus de prouver en cas de
pourront estre acceptées denegation. *ibid.*
& l'effet de telle accep- Lettre payable à un particu-
24 lier estant aduérée, com-
ment le payement en
pourra estre poursuivi.

T A B L E

estant payable au porteur,
ou à ordre, comment le
payement en sera fait.
ibid.

Cautions baillées pour *Lettres*
de change; quand &
comment deschargées.

25

dans quel temps *Lettres* ou
billets de change reputez
acquitez. *ibid.*

cette décharge a lieu à l'é-
gard des mineurs & des
absens. *ibid.*

que serviront les signatures
au dos d'icelles. 26
ainsi endossées à qui appar-
tiendront. *ibid.*

aval mis sur *Lettres* de chan-
ge, quel engagement pro-
duit. 29.

& 34

l'intereſt ne doit estre com-
pris en icelles avec le
principal. 30

Lettres de change sujettes à
la contrainte par corps.

34.

M.

M *Açons*, dans quel
temps tenus de de-

mander leur payement.
5.

Majeurs, dans quel temps
tenus de former opposi-
tion & la faire enregis-
trer, pour raison de leur
douaire. 27

Marchands en gros & en dé-
tail, dans quel temps te-
nus de demander leur
payement. 5

Marchands & Artisans, dans
quel temps le doivent
demander. *ibid.*

Marchands & Ouvriers ce
qu'ils peuvent faire,
quand l'année ou les six
mois de leur fourniture
sont expirez. 6

Marchands en gros ou en dé-
tail, quels annes, poids
& mesures doivent a-
voir, & sous quelle peine.
7.

quel livre doivent avoir, &
par qui paraphé. 10. &
11.

tenus mettre en liasse les
lettres qu'ils recevront,
& en Registre copie de
celles qu'ils escrient.

12.

dans quel temps feront in-

DES MATIERES.

ventaire, recollement & renouvellement de leurs effets. 13

la clause de leurs contrats de *Mariage*, portant dérogation à la communauté, ou publiée & enregistrée. 16

quel ordre à leur égard pour les séparations de biens d'entre mari & femme. 17

Marchand obtenant defences de contrainte, ou Lettres de Répi, à quoy tenu. 38

cas auquel il en sera déchié. 39

Mebles, privileges sur iceux, conservez en cas de faillite. 44

Mineurs pour leurs hypothèques sur les biens de leurs tuteurs, protuteurs ou curateurs & comptables, non tenus à opposition & enregistrement. 24.

après leur majorité y sont tenus dans l'an. *ibid.*

après l'an quel effet aura l'enregistrement. *ibid.*

ceux qui jouissent du privi-

lege des *mineurs* y sont tenus. *ibid.*

N

Dans quel temps ceux dont les contrats sont *Nantis* & enfaînez, sont tenus former & faire enregistrer leur opposition. 100

l'usage des *Nantissements* abrogé. 29

Negotians & marchands, comment reputez majeurs. 5

quel livre obligez de tenir. 10

par qui paraphé. 11

dans quel temps pour satisfaire à la presente Ordonnance seront tenus de faire de nouveaux livres. 12

prohibé aux *Negotians* de comprendre l'interest avec le principal dans les lettres ou billets de change. 30

defenses à eux de prendre l'interest d'interest. *ibid.*

Negotians obtenant defences de contrainte ou lettres

T A B L E

de repy, à quoy tenu. 38	ce que le creancier sera tenu de declarer par son <i>Opposition</i> . 80
O	
L' omission d aucuns mots employez dans les Formules des Actes prescrites pour les oppositions, enregistremens, exploits & significations d'icelles, n'en induira point de nullité. 101	procuration à l'effet d' <i>Opposition</i> pour hypothèque, pardevant qui sera passée, & où en sera laissée copie. <i>ibid.</i>
Promoteurs des Officialitez ne prendront droits ni vacations pour rapports & conclusions à l'Audiance. 63	le défaut de toutes ces formalitez emporte nullité. <i>ibid.</i>
<i>Opposant</i> pour hypothèque, où sera eslection de domicile. 79	Voy <i>Registre du Greffier des Enregistremens</i> .
<i>Opposans</i> en sous-ordre, en quel cas préferrez. 86	à quoy seront condamnez ceux qui auront formé <i>Oppositions</i> sans titres valables. <i>ibid.</i>
Voy la Formule de cette <i>Opposition</i> . page 107	<i>Oppositions</i> enregistrées, de quel jour auront effet pour l'hypothèque. 82. 83. & 85.
<i>Opposition</i> pour hypothèque, en quels Greffes d'enregistremens sera formée. 78	<i>Opposition</i> enregistrée avant le deceds du debiteur, ne sera formée de nouveau après iceluy. 85
L' <i>Opposition</i> sera libellée, & ce qu'elle contiendra. 79	enregistrée dans les quatre mois du deceds, quelle préférence elle donne, & quel droit après iceux, <i>ibid.</i>
Voy en la Formule. page 106.	<i>Oppositions</i> , enregistremens, & autres actes énoncez en l'Edit d'establissement des
par qui sera signée. 79	

DES MATIERES.

- des Greffes des Enregistremens, seront faits conformément aux Formules de la page 105. & *suiv.*
- l'Ordre d'enregistrement* sera gardé entre les Opposans en sous-ordre, comme entre les principaux Opposans. 87
- en concurrence d'heure & jour d'enregistrement, après les quatre mois, comment l'*Ordre* sera fait. 88
- comment entre ceux, qui n'ont fait enregistrer. *Ibid.*
- Ouvriers*, l'année, ou les six mois de leur fourniture expirée, ce qu'ils peuvent faire. 6

P

- D**éfenses à tous Juges de rien prendre pour le *Paraphe* des feuillets des Registres des Baptêmes, Mariages & Mortuaires. 70
- Passementiers*, dans quel temps doivent agir. 6
- Pastissiers* de mesme. *Ibid.*
- Parvens*, dans quel temps tenus de demander leur paiement. 5
- Plombiers*, dans quel temps tenus de demander leur paiement. 5
- aulnes, *Poids* & mesures, quels doivent estre. 7
- de quel jour est la *Presence* sur les biens des Receveurs des Consignations & des Commissaires aux saisies réelles. 97
- Prescription*, comme s'acquiert & commence à courir. 89, 90
- Présens* pour la réception des Aspirans à la maîtrise défendus. 5
- Prest* sous gage, comment sera fait. 32
- grand *Prevost* de l'*Hôtel*, & ses Lieutenans, quelle somme prendra pour chacune vacation & épicie de la visite & jugement des procès. 69
- comment seront faites les *Procédures* en la Jurisdiction consulaire. 51
- Procés*, pour lesquels ne seront taxées Espices. 58.
- & 59
- qui aura présidé au *Procés* les taxera, & où les écrira. 59

T A B L E

tous <i>Procès</i> seront jugez à l'ordinaire. 64	de change, par qui pourra estre acceptée. 20
visite des <i>Procès</i> par petits Cômmissaires, permise, & pendant quel temps. 65	quels jours seront compris dans les dix jours acquis pour le temps du <i>Protest</i> . <i>ibid.</i>
quel ordre sera tenu, pour venir à ladite visite. <i>Ibid.</i>	<i>Protests</i> comme seront faits. 21
quels <i>Procès</i> pourront estre jugez par Cômmissaires, & quels non. 65. & 67	ce qui sera inscrit dans l'Acte de <i>Protest</i> , & la formalité. <i>ibid.</i>
quels <i>Procès</i> & quelles matieres le Grand Conseil pourra juger par Cômmissaires. 66	ne pourra estre supplée. 22
executions des Arrests intervenus sur iceux, incidens & suites, où seront veus & jugez, & sous quelle exception. 68	le <i>Protest</i> fait, par qui l'acceptant pourra estre poursuivi. <i>ibid.</i>
quelles épices pour chacune vacation desdits <i>Procès</i> . 69	<i>Porteur</i> d'un billet negocié, dans quel temps tenu de faire ses diligences. 28
les Audiences ni le Jugement des <i>Procès</i> à l'Ordinaire ne seront quittez pour y travailler. <i>ibid.</i>	à qui ces diligences seront signifiées. <i>ibid.</i>
jours & lieux esquels n'y sera travaillé. <i>ibid.</i>	<i>Publications</i> de substitutions sujettes à l'enregistrement. 92
<i>Promoteurs</i> des Officialitez ne prendront droits ni vacations pour leur rapport ni conclusions à l'Audience. 63	R
en cas de <i>Protest</i> de lettre	D E quel jour est l'hypotheque & preference sur les biens des <i>Receveurs</i> des Consignations. 97
	cas où <i>Rechange</i> sera deu. 31
	de quel jour l'interett. 32
	<i>Registres</i> de Marchands &c.

DES MATIERES,

- de Banquiers, quand & à qui representez. 38
 & 42.
Registre du Greffier des Enregistremens, par qui cotté & paraphé. 75
 les feüillets comment divisez. 76
 que contiendra le Procès verbal du Juge qui l'aura paraphé. *ibid.*
 Voy la *Formule* dudit Procès verbal, page 105.
 quels droits pour la cotté & paraphe. 76
 ne sera laissé aucun blanc entre les enregistremens, & sous quelle peine. 77
 quand ledit *Registre* sera représenté au Juge, ce qui sera par luy fait, & quel droit pour l'arresté & signature. *ibid.*
 Procès verbal sera par luy fait de l'estat d'iceluy. *ibid.*
 Voy les *Formules* ordonnées pour l'un & l'autre. p. 106
 mention sera faite sur le *Registre* du titre du nouveau possesseur d'immeubles, signification, datte & nom du Sergent, à peine de nullité. 90
 Voy la *Formule* de Procès verbal d'Enregistrement, page 109
 pareille mention pour raison des decrets & appropriances. 92
Formule du Procès verbal de ladite mention, page 111.
 qui aura obtenu Lettres de *Respit* ne pourra estre Agent de Change, ou de Banque, ou Courtier de marchandise. 9
 Negociant, Marchand ou Banquier, obtenant Lettres de *Respit*, à quelle formalité est tenu. 38
 quand seront signifiées. 39
 Charges desquelles seront exclus ceux qui en auront obtenu. 40
 toutes *Revocations* de procéder pardevant les Juges & Consuls, prohibées, & sous quelle peine. 52
Rotisseurs, dans quel temps se doivent pourvoir pour les denrées par eux vendues en détail. 6
 S
 Saisie réelle, quand & à qui sera signifiée. 90
 S ij

T A B L E

avec quelles formalitez sera faite.	91	tures au dos des Lettres de Change.	26
<i>la Formule est en la page</i>	109	titres pour les droits de Signature & paraphe, dans quel temps seront rap- portez.	61
usage des <i>Saisines</i> & nantif- semens abrogé.	99	à qui la <i>Signification</i> de ti- tres d'acquisition d'im- meubles sera faite pour acquerir prescription, par qui, & avec quelles so- lemnitez.	89
dans quel temps ceux dont les Contracés sont nantis & enfaînez, sont tenus former & registrer leur opposition.	100	Voy <i>la Formule</i> . page	108
de quel jour est l'hypothé- que & preference sur les biens des Commissaires aux <i>Saisies</i> reelles.	97	<i>Significations</i> concernant les Appropriances, suivant quelles formalitez seront faites.	72.
<i>Seigneurs</i> feodaux ou Cen- siers non tenus à l'oppo- sition & enregistrement pour leurs droits, mais pour les autres biens.	98	Formule <i>d'icelles</i> . page	110
<i>Selliers</i> , dans quel temps doi- vent intenter leur action.	6	mention sera faite d'icelles sur le Registre, de la date & du nom du Sergent.	92
<i>Sentences</i> arbitrales entre Af- sociez pour negoce, où seront homologuées.	18	<i>La Formule est en la page</i>	111
ce qui sera observé és separa- tions de biens entre mari & femme, à l'égard des <i>Negocians</i> & <i>Marchands</i> .	37	<i>Societez</i> , quelle en doit estre la forme pour faire preu- ve.	14
<i>Serruriers</i> , dans quel temps tenus de demander leur payement.	5	où l'extrait en sera registré.	<i>ibid.</i>
de quoy serviront les <i>Signa-</i>		pour estre enregistré, doit estre signé, par qui, & ce qu'il doit contenir.	15
		actes portant changement	

DES MATIERES.

- d'Associez, quand auront lieu. *ibid.* en prononçant sur l'appel. [64](#)
- quel droit sera payé pour l'enregistrement. 15. & [16](#) *Tireurs* ou endosseurs de lettres de change, à quoy tenus en cas de dénégation. [23](#)
- quel pour chaque extrait délivré. *ibid.* en quel cas tenus de la garantie. [24](#)
- Societez*, de quel jour auront effet. [16](#) qui aura *Transport* d'une dette, à quoy tenu pour son assurance. [87](#)
- toute *Société* contiendra clause de soumission aux arbitres en cas de contestation. [17](#) *Transports*, cessions, ventes, & donations, faites en fraude des creanciers, nuls. [43](#)
- à l'égard de qui les reglemens pour les *Societez* auront lieu. [18](#) *Tuteurs*, protuteurs & curateurs comprables, tenus à l'opposition & enregistrement d'icelle sur les biens des debiteurs de leurs mineurs & sous quelles peines. [95](#)
- opposans en *Sous-ordre*, en quels cas préferrez. [86](#)
- Voy la *Formule de cette opposition*. page [107](#)
- publications de *Substitutions* sujettes à l'enregistrement. [92](#)

V

- ### T
- T** *Axes* & salaires, en quels cas défendus aux Juges. [61](#)
- Taxe* des épices, où permise, & par qui sera faite. 58. & 59
- la reformation en sera faite par les Juges superieurs
- ### V
- V** *Acation* du grand Prevost de l'Hostel, & de ses Lieutenans pour la visite & jugement des procez, quelle sera. [69](#)
- Vacations* pour visitation de procez, par qui taxées. 58
- quelles épices pour chacune
- S iij

TABLE DES MATIERES.

<i>Vacation</i> de Commissai- res. 68	<i>Ventes</i> faites par banque- routiers en fraude des creanciers nulles. 43
<i>reglement</i> pour lesdites <i>Vacations.</i> <i>ibid.</i>	<i>Vitriers</i> , dans quel temps doivent demander leur payement. 5
<i>Veuves</i> des Marchands & Negotians, quand peu- vent estre convenues par- devant les Juges & Con- suls. 53	<i>l'usufruit</i> n'est sujet à l'oppo- sition & enregistrement. 98
<i>Veuves</i> , dans quel temps te- nuës à l'opposition & en- registrement pour la con- servation de leur hypo- theque sur les biens de leur mari. 97	cas auquel il y est sujet. 99 <i>l'usufruitier</i> y est tenu sur les autres biens de celui qui doit l'usufruit. <i>ibid.</i>

F I N.

Extrait du Privilege du Roy.

PAR grace & Privilege du Roy, donné à Saint Germain en Laye, le septième jour d'Aoust 1668. Signé, LOUIS; & plus bas, Par le Roy, DE GUENEGAUD; & scellé du grand sceau de cire jaune: Il est permis à Messire FRANÇOIS D'AUBUSSON, Pair de France, Duc de Roannez, Comte de la Feüllade, Lieutenant General des Camps & Armées de sa Majesté, de faire imprimer par les Libraires ou Imprimeurs qu'il aura choisis, *Les Edits, Declarations, Réglemens & Arrêts du Conseil qui pourroient estre donnez par sa Majesté, ou par son dit Conseil, en interpretation de ses Nouvelles Ordonnances, ou pour la reformation de la Justice,* durant le temps & espace de cinquante années, à compter du jour qu'ils seront achevez d'imprimer pour la premiere fois: avec défenses à toutes personnes de quelque qualité ou condition qu'elles soient, d'en imprimer, vendre ni debiter aucun dans le Royaume, Pays & Terres de l'obeissance de sa Majesté, que de ceux imprimez par lesdits Imprimeurs choisis; sous peine de confiscation de tous les exemplaires, & de vingt mil livres d'amende, payable sans déport par chacun des contrevenans, & de plus grande punition s'il y échet.

Monseigneur le Duc de la Feüllade a cédé un tiers du Privilege cy-dessus à Denys Thierry & à ses Associez, pour en jouir le temps porté par iceluy.

A P A R I S.

De l'Imprimerie de DENYS THIERRY, rue Saint
Jacques, vis-à-vis la rue du Plâtre, à l'Enseigne
de la Ville de Paris.